

ROUGE

hebdomadaire d'action communiste

crève charogne!



SOMMAIRE

ESPAGNE

La réconciliation impossible — p. 4 et 5
A propos de l'armée — p. 6
La marche sur Hendaye — p. 6

JUSTICE

Lagoutte libéré — p. 7

NOTES POLITIQUES

Sur un sondage — p. 8
Coups de filets en Bretagne — p. 9

LUTTES OUVRIÈRES

Les 35 heures — p. 10
Montreuil et les immigrés — p. 10
Sidérurgie — p. 11
Rhône-Poulenc, Sovirel en lutte — p. 12
Caron-Ozanne, 5 mois après — p. 13
Une usine occupée par jour — p. 14

JEUNES

Dans les CET — p. 15

PORTUGAL

La CFDT et le Portugal — p. 16
Le VI^e Gouvernement en mauvaise posture — p. 17

CINEMA

Dans l'objectif — p. 18

SPECIAL COMPTE-RENDU DE LA FÊTE — p. 19 à 24.

**« Rouge » 10, Impasse Guéménée
Paris 75004**

Téléphone : 272.88.96 et 272.68.82

Directeur de la publication : H. Weber
Imprimerie N.P.P.

Rouge 319 — Vendredi 24 octobre 1975

120 MILLIONS ? OCTOBRE

Rassurez vous, tous les chiffres ne peuvent pas encore être donnés cette semaine. La Fête Rouge qui a été un succès politique, a permis aussi une belle envolée de la souscription, dans chacun des stands où elle se poursuivait durant le week-end.

SOLDE ANTERIEUR	534870,91	Enseignante Beziers	100,00	Groupe Taupé PTT St Lazare	57,00	Un ouvrier BSN Masnières	3,00
Saint-Nord	170,00	Exilée espagnole Beziers	100,00	Ecole normale Paris 17	100,00	Un ouvrier BSN Masnières	3,00
Lycée Paris 16	511,00	Enseignante Beziers	50,00	EGF Paris 17	20,00	Sympathisant PTT Paris	5,00
Diffuseurs Renault-Bellancourt	300,00	Lycéen Le Puy	5,00	2 cheminots St-Lazare	20,00	C.P. Metz en Couture	40,00
Groupe Taupé Telecomunications	450,00	Anonyme Le Puy	10,00	Groupe Taupé SNCF St-Lazare	50,00	Sympathisant Autissier	20,00
Diffuseurs Paris 270-60	330,00	Diffuseurs Montebellard	250,00	Comité rouge Paris 17	250,00	Durier Perigean	600,00
Groupe Taupé Asnières	330,00	Diffuseurs Nice	220,00	Lycéen Paris 17	200,00	Parents d'un militant Perigean	40,00
Diffuseurs Livallols	100,00	Comité rouge Lycéen Carcassonne	50,00	M. EDF Paris 17	200,00	Enseignants et lycéens Sartrouville	150,00
Travailleurs impôts Courbevoie	40,00	Enseignante Carcassonne	20,00	Un militant CGT	400,00	Hôpital St-Germain en Laye	420,00
Travailleurs centre loisirs Courbevoie	30,00	Employé commercial Carcassonne	20,00	G.B. Bagriol	50,00	Anonyme Yvelines	40,00
"Camille Wollon" Lisbonne	15,00	Elève infirmière Carcassonne	80,00	C.P.C. Fleury	250,00	Diffuseurs Blois	310,00
Diffuseurs Gonville	20,00	S.I.R. Grand Bourg	200,00	J.T. A. Rennes	50,00	Diffuseurs Le Mans	300,00
Un soldat	30,00	Journaliste Rouen	500,00	Diffuseurs Le Mans	290,00	IEC	210,00
Diffuseurs Courbevoie	170,00	Cheminots Rouen	60,00	Diffuseurs Tarbes	1100,00	Une lycéenne Maurepas	10,00
Ispen Colombes	100,00	Diffuseurs Rouen	450,00	J.L.E. Gen	300,00	Travailleurs CESTP	100,00
Enseignants Colombes	100,00	3 Sympathisants Pavillons-sous-Bois	100,00	N.C. Sympathisante Jussieu	100,00	EDF Chatou	50,00
Comptable Colombes	150,00	Un enseignant troyais	90,00	F.B. Educateur Bordeaux	100,00	Sympathisant Seran	100 Sympathisant
Employé de Banque Colombes	100,00	Sympathisante St-Jean de Luz	50,00	J. SNS Bordeaux	50,00	Sympathisant Draveil	100,00
Surveillants Colombes	100,00	Un prof Ecole spé. architect	100,00	Quiniers CGT Aéronautique	100,00	A.F. Chateaufort	100,00
Diffuseurs Paris 14-00	170,00	Groupe Taupé SNCF Gare de l'Est	525,00	Diffuseurs Etrillats Bordeaux	240,00	Collecte marche Antony	60,00
Un bidasse	100,00	Groupe Taupé Thomson Sartrouville	40,00	P.H. ouvrier métallurgiste Bordeaux	20,00	Diffuseurs Antony	360,00
Diffuseurs Argenteuil	120,00	EDF Chatou	1880,00	Ménagère marché Reims	10,00	Sympathisant Antony	10,00
Diffuseurs Toulouse	1000,00	Groupe Taupé H.P. Ville-Evrard	110,00	Un Sympathisant Reims	60,00	Diffuseurs Chateaufort	165,00
Enseignants Tours	200,00	et Maison-Blanche	110,00	Comité rouge Médecin Reims	94,00	Collecte Antony	30,00
Lycéen Tours	17,70	Librairie rouge	20,00	Collecte marche Reims	6,50	J.P.D. Soex	100,00
Groupe Taupé PTT Tours	20,00	Sympathisant Orsay	70,00	Groupe Taupé Schumberger	100,00	M.T. Reims	300,00
Ouvriers Chateaufort	130,00	Y.T. Grenoble	41,00	Un soldat	10,00	Diffuseurs Banque Sud	25,00
S.L. Paris 5	400,00	G.P. Rennes	108,00	F. Albi	100,00	Un bidasse	50,00
Comité rouge Lycéen Sartrouville	48,00	C.F. Rennes	100,00	S. Castres	30,00	Armée du Salut	100,00
Enseignants Lycéen Saran	100,00	Diffuseurs Rennes	460,00	F. Albi	40,00	Diffuseurs Nantes	145,00
Comité rouge Sartrouville	1000,00	Travailleurs Mamouth	100,00	P. Albi	10,00	Diffuseurs Nantes	200,00
N.T. étudiant Versailles	200,00	Sympathisante Rostrem	100,00	Sympathisant Mazamet	30,00	Recherche scientifique Marseille	2200,00
Comité rouge La Celle-St-Cloud	70,00	Cheminots Rouen	100,00	Sympathisants normands Rouen	500,00	Diffuseurs Aix-en-Provence	1577,00
Lycéen Versailles	10,00	Comité rouge Phareville	200,00	Diffuseurs Rouen	143,00	Diffuseurs Dole	100,00
Hôpital St-Germain en Laye	460,00	Un bidasse	100,00	M.S. Enseignante La Rochelle	117,00	Cheminot Dijon	30,00
Diffuseurs St-Germain en Laye	15,00	Diffuseurs PTT et Santé Besancon	400,00	2 Sympathisants Sect. Culturel Micon	90,00	Diffuseurs Dijon	2679,00
Diffuseurs Montrouge	310,00	A.D. Soex	150,00	J.G. Annony	200,00	Un bidasse	75,00
J.M. électrien La Seyne	100,00	Travailleurs agriculture	50,00	J.G. Annony	200,00	Stand EGF Fête Rouge	425,00
J.M.C. Caen	400,00	Groupe Taupé Finances	450,00	Diffuseurs Orléans	525,00	Stand EGF	100,00
Etudiant Angers	60,00	T.S.	60,00	J.M.P. Le Havre	150,00	Vins Perrier Fête rouge	975,00
Hôpital Angers	45,00	Groupe Taupé Préfecture	410,00	Un ouvrier BSN Masnières	10,00	Comité rouge Immigrés Fête	842,00
Diffuseurs Angers	180,00	Diffuseurs Paris	167,00	Un ouvrier BSN Masnières	5,00	Diffuseurs Argenteuil-Beziers Fête	1000,00
Un bidasse	50,00	J.Y. PTT St-Lazare	100,00	Un ouvrier BSN Masnières	5,00	00	
Comité rouge étudiant Caen	300,00	Sympathisant PTT St-Lazare	50,00	Un ouvrier BSN Masnières	2,00	TOTAL	587718,51

ABONNEMENT

particuliers	FRANCE		ETRANGER	
	1 an	6 mois	1 an	6 mois
sous pli ouvert	120 f	60 f	150 f	75 f
sous pli fermé	200 f	100 f	250 f	125 f
collectivités				
sous pli ouvert	100 f	50 f	120 f	60 f

Paiement à l'ordre de « Rouge » 10, Impasse Guéménée, Paris 4^{ème}. Par avion : écrire à « Rouge ». Seules les demandes accompagnées du règlement sont prises en compte. Joindre 3 F et la dernière bande pour un changement d'adresse.

REMERCIEMENTS

Transformer cet immense hall de gare, métallique et froid en espace chaleureux et agréable nécessitait à coup sûr un effort colossal, de conception et de réalisation.

Le pari fut pourtant tenu, grâce aux cinquante mille ballons multicolores qui décoraient le volume des Halles, grâce à l'agencement des cités qui découpaient l'étendue et entraînaient le visiteur dans un tourbillon de stands, de buvettes, de restaurants, de bars.

La conception, nous la devons à une équipe animée par l'architecte

Saladin, au sein de laquelle ont fraternellement collaboré des camarades, militants ou non de la LCR, sympathisants ou non, architectes, électriciens, responsables de la fête.

La réalisation a mobilisé plusieurs centaines de militants ou sympathisants associés au montage, à la décoration, à la protection, à la programmation.

Nous remercions ici tous ceux qui en prenant sur leur temps de travail ou, souvent, sur leur sommeil, ont contribué au succès de cette fête.



je désire m'abonner

NOM.....

ADRESSE.....

ABONNEMENT DESIRE.....

UNE RIPOSTE MASSIVE A PONIA

Lundi 20 octobre, à la Mutualité, 3500 corses de la région parisienne ont répondu à l'appel du Comité de soutien aux autonomistes emprisonnés. Salle très combattive avec une forte proportion de travailleurs et de jeunes, d'autant plus mobilisés qu'on venait d'apprendre le refus d'accorder la liberté provisoire et même le statut politique aux emprisonnés. Preuve en est faite, une fois de plus, que Poniowski s'est lourdement trompé lorsqu'il a spéculé sur l'isolement des autonomistes par rapport à la population corse.

Le meeting a débuté par la lecture d'une lettre d'Edmond Siméoni, emprisonné à Fresnes, dans laquelle il demande de ne

pas limiter la lutte à la seule défense des prisonniers, mais de l'élargir au combat sans répit pour l'autonomie. Après les interventions du Comité de soutien, présentant sur le problème corse les analyses communes aux organisations politiques adhérant au Comité (texte forcément de compromis, mais au total, assez correct), l'essentiel du meeting était consacré à l'intervention de Max Siméoni, secrétaire général de l'ex-ARC. Celui-ci avait choisi d'expliquer longuement et par le détail l'action de l'ARC dans les mois qui ont précédé Aout 75. Il a montré que toute tentative de concertation avec le pouvoir, notamment avec Liber Bou, chargé d'une mission interministérielle en Corse,

butait définitivement sur la question de l'autonomie interne, sans séparatisme, statut jugé « non négociable » par l'ARC et véritable préalable politique. Il exposa ensuite les raisons de l'action d'Aléria et les mécanismes de la provocation policière qui s'en est suivie.

Peut-être peut-on regretter que le Comité de soutien n'ait pas répondu avec plus de détermination au profond besoin de mobilisation des corses présents à ce meeting. A la décharge du Comité, il faut signaler la difficulté de contacter et de rassembler une population corse très dispersée dans l'agglomération parisienne. Néanmoins une action de masse a été annoncée pour la mi-novembre.

NI FRANCO, NI REY!



Sipa press

■ Il y a déjà belle lurette que le dignitaire franquiste Serrano Suner confiait à Mussolini : « Ce qui me préoccupe dans les régimes fascistes, c'est le problème de la succession ». A quoi le « Duce » répondait : « Si le système est vraiment fort, c'est lui qui engendre le successeur ».

Ni Hitler, ni Mussolini n'ont eu le temps de se poser pratiquement le problème.

Pour le régime franquiste, l'heure est venue.

Franco a désigné son successeur depuis 69. Juan Carlos a assuré durant l'été 74, au moment de la première grande alerte concernant la santé du caudillo, un bref intérim. Mais aujourd'hui, Franco mourant refuse obstinément de passer la main. De toute évidence, le successeur désigné ne fait pas le poids ; il est exactement à la mesure du régime décomposé.

En l'affichant à ses côtés, lors de la dernière grande manifestation franquiste sur la place d'Orient, au lendemain des cinq exécutions, Franco a délibérément compromis Juan Carlos en l'associant aux crimes les plus odieux d'une longue dictature.

Ceux qui espéraient hier pouvoir composer avec lui pour assurer une transition pacifique vers l'après-franquisme, sont désormais obligés de lui tourner le dos.

Un dirigeant du Parti Socialiste espagnol déclarait récemment dans une interview au *Nouvel-Observateur* : « Juan Carlos a pu passer un moment pour celui qui assurerait la transition démocratique. Il y a longtemps que ces illusions se sont envolées. On ne peut même pas dire qu'il soit un otage du franquisme. En fait, sa personnalité se confond désormais avec celle du régime décadent. L'avenir de l'Espagne ce n'est pas Juan Carlos. »

Après les dernières exécutions, Santiago Carrillo, secrétaire général du Parti Communiste, concluait : « le processus de démocratisation de l'Espagne se fera en dehors de Juan Carlos, sinon contre lui ».

Plus récemment, enfin, le capitaine Dominguez, membre de l'Union Militaire Démocratique, réfugié en France, confiait à l'hebdomadaire portugais *Expresso* : « En ce qui concerne le prince Juan Carlos, nous pensons que dans les conditions actuelles, il fait partie intégrante du régime franquiste. Autrement dit, il n'est pas question pour nous de l'appuyer tant qu'il n'aura pas été élu démocratiquement ».

La mort du caudillo est un fait biologiquement inéluctable, quel que soit le sur-sis dont il peut encore bénéficier.

Et ce fait revêt une double signification. Pour tous ceux qui l'attendent depuis de longues années, qui espèrent la fin d'un long exil, il sera accueilli avec une profonde jubilation, même s'ils auraient préféré que le caudillo survive à son régime pour en voir l'écrasement et subir le châtement.

Mais si toutes les capitales sont aussi attentivement suspendues à la santé d'un vieillard à l'agonie, c'est aussi que sa mort prendra un sens directement politique. Si Franco refuse encore de s'effacer, ce n'est pas par entêtement. C'est qu'il représente toujours bien que sénile, impotent, presque gâteux, la clef de voûte d'un système. Il l'a réaffirmé avec ses dernières énergies en arrachant le verdict de mort contre les cinq suppliciés du mois dernier, et en présentant comme unanime cette décision du conseil des ministres, afin de compromettre l'ensemble du personnel politique en place et de l'attacher au sort de la dictature telle qu'il la conçoit.

Il n'y aura plus de franquisme sans Franco. Et les voies de la transition démocratique, déjà plus qu'étroites paraissent définitivement barrées par les exécutions de septembre.

C'est bien ce qui fait trembler la bourgeoisie américaine et européenne, au moment où la révolution portugaise éperonne l'ensemble de la péninsule.

La marche sur Hendaye du 1 Novembre s'inscrit dans ce contexte. Il ne s'agit plus seulement d'une marche contre la répression franquiste mais du siège du bunker qui a commencé. Et qui ne s'achèvera que par le renversement révolutionnaire de la dictature sous les coups des travailleurs d'Espagne, de Catalogne, d'Euskadi, soutenu par tous les frères prolétaires d'Europe.

22.10.75

D. B.

LA RECONCILIATION IMPOSSIBLE

Pour permettre le passage pacifique à l'après-franquisme, il faudrait effacer les traces, et jusqu'au souvenir d'une guerre civile qui n'a jamais véritablement pris fin...

« J'ai toujours pensé et dit qu'il n'y aurait pas transition mais rupture », prophétisait Carrillo le six octobre dernier. Le monarchiste Calvo Serrero, son comparse au sein de la Junte Démocratique, lançait, par le biais d'une tribune libre au Monde (23.10.75) un avertissement au dernier carré du régime : « Si le Prince Juan Carlos et les franquistes qui l'appuient n'entendent pas ce dernier appel à la raison, les désordres, l'effusion de sang sont probables. Avec leurs collaborateurs — économiques, militaires, journalistes, judiciaires, intellectuels et ecclésiastiques — ils en porteront l'entière responsabilité ».

Au moment où le caudillo approche de sa fin, aucune relève n'est réellement prête. Ses dernières initiatives (lois d'exception, exécutions), ont au contraire compromis toute tentative de transition pacifique et accentué les antagonismes de classe.

Aussi, dans une interview au Nouvel-Observateur, Carrillo n'envisage-t-il pas moins de quatre hypothèses pour l'après franquisme, en prenant soin d'ajouter qu'il y en a peut-être d'autres.

La première, c'est celle qu'il appelle de tous ses vœux : « l'unification de toutes les forces anti-franquistes de gauche et de droite (!), et intervention de l'armée pour imposer la volonté du peuple. « Faire imposer la volonté du peuple par l'armée de la dictature, voilà qui constitue un pari plus que risqué. Mais passons sur ce genre de formule dont Carrillo est coutumier.

La seconde, c'est celle d'un putsch préventif des pouvoirs par Franco lui-même. Ce qui n'est guère probable.

Enfin, « si la répression continue, il peut y avoir un soulèvement des forces démocratiques appuyées par de jeunes officiers de l'armée, et dans ce cas les communistes espagnols prendront les armes ». Passons encore sur cette curieuse conception du parti d'avant-garde qui prendrait les armes une fois que les masses seraient passées d'elles-mêmes à l'action.

Ce qui nous intéresse pour l'heure, c'est l'embarras de Carrillo face à une situation qui affaiblit le crédit des perspectives réformistes et met les affrontements de classe à l'ordre du jour avec une telle acuité, que même un PC parmi les plus réformistes d'Europe, en est amené à évoquer l'éventualité de l'insurrection armée.

Si le dirigeant du PCE se montre aussi circonspect, c'est que les événements des dernières semaines ont porté de rudes coups à la perspective de la Junte Démocratique.

Créée à la hâte, durant l'été 74, alors que la fin du dictateur paraissait déjà imminente, le Junte, regroupant principalement le PC et les monarchistes d'opposition, se situait pour l'essentiel dans une perspective de « **réconciliation nationale** » et de continuité au niveau de l'appareil d'Etat. Son document programmatique, opposant la non continuité du régime à la continuité nécessaire de l'Etat soulignait même : « **La société espagnole veut que tout change pour que soit assurée sans soubresauts ni convulsions, la fonction nationale de l'Etat** ». Bref, que tout change pour que tout reste comme avant.

gnol, en parlant de réconciliation nationale, veut passer l'éponge sur quarante ans d'histoire douloureuse, l'arracher de la mémoire des prolétaires. La plate-forme de la Junte parle de la guerre civile comme de « **la victoire d'une partie du peuple espagnol sur une autre** », gommant son caractère de classe, déplorant comme les réactionnaires de toujours la tragédie d'une lutte fratricide.

On frémit à l'idée que, dans quelques années, le parti de Corvalan puisse parler du coup d'Etat de Pinochet comme de la victoire d'une partie du peuple sur une autre, sans plus de précisions...

Mais la guerre civile ne se laisse pas facilement oublier. Obstinément, elle traverse l'histoire, et les générations et se rappelle à nous. A vrai dire, elle n'a jamais cessé tout à fait. Franco lui, le savait en

exigeant cinq nouveaux châtiments exemplaires, le mois dernier. Parler de réconciliation dans ces conditions, c'est capituler sans combat : pire encore, c'est désarmer les travailleurs face à l'ennemi.

La Junte Démocratique préconise également : la « **légalisation sans exclusive des partis** », ce qui offre des garanties aux secteurs ouvertement franquistes ; « **L'indépendance et l'unité juridique de la fonction judiciaire** », ce qui assure le maintien du code pénal franquiste ; « **Le respect des accords internationaux** » ce qui signifie le maintien des bases américaines en Espagne.

La voie de la transition pacifique est si étroite qu'il y a un an déjà, elle supposait une limitation préventive des droits démocratiques de la classe ouvrière. Le droit de manifestation était réservé aux « **manifestations pacifiques** ». Aujourd'hui, même s'il veut en limiter l'éventualité, Carrillo n'écarter pas l'hypothèse d'un soulèvement armé.

La plate-forme de la Junte, dans son souci d'assurer la continuité de l'Etat, ne reconnaît « **la personnalité** » des peuples basques, catalan, galicien, que dans le cadre de « **l'unité de l'Etat espagnol** », ce qui exclut toute forme d'autodétermination.

Enfin, la plate-forme ne comporte aucune revendication touchant aux conditions de vie de la classe ouvrière (salaires, emploi), aucun mot touchant aux conditions de vie des soldats.

En un mot, confrontée aux luttes et aux épreuves de l'année écoulée, la plate-forme de la Junte Démocratique se révèle impuissante et sans utilité dès qu'il s'agit de conduire des luttes con-



« deux parties du peuple espagnol... »

Les douze points du programme faisaient en conséquence une large part au maintien et à la sauvegarde de l'appareil d'Etat hérité du franquisme, comme si le dictateur n'en constituait qu'une malencontreuse excroissance. On y réclamait « **l'amnistie absolue de tous les responsables pour faits de nature politique...** » Aujourd'hui, Carrillo doit admettre que ceux « **qui ont approuvé les exécutions — Franco, Arias Navarro, Juan Carlos — paieront très cher leurs crimes** ». Et les 200 000 de la place d'Orient, et les policiers qui ont ouvert le feu sur les manifestants de Zarauz, n'ont ils pas approuvé aussi les exécutions. Et dans ce cas, où s'arrêtera cette amnistie « absolue » qui devait sceller la réconciliation nationale ! Le parti Communiste espa-





La guerre d'Espagne ne fut pas une lutte fratricide d'une partie du peuple contre une autre, mais une guerre de classe.

crètes : préparant la réconciliation, elle ne permet pas davantage de défendre la classe ouvrière contre les effets de la crise et les attaques patronales.

Quand Carrillo devient putschiste...

Ce que veut, ce qu'espère Carrillo, c'est donc « l'unification de toutes les forces antifranquistes, de gauche et de droite », et « l'intervention de l'armée pour imposer la volonté du peuple ». Il faut revoir à la lumière des récents événements la signification de ce scénario.

1) L'unification de toutes les forces antifranquistes. Sur ce point, au bout d'un an, le bilan est des plus maigres. Loin d'avoir pu élargir la Junte Démocratique à d'autres composantes, le PCE a vu se constituer une coalition rivale, la Convergence Démocratique, composée du Parti Socialiste, de la Démocratie Chrétienne, du Parti Nationaliste Basque (PNV) et de deux groupes importants de l'extrême-gauche (MCE et ORT).

Certes le durcissement récent du régime a accentué la polarisation sociale et politique du pays, permettant que s'ouvre le dialogue entre la junte et la convergence.

Mais l'existence de deux pôles réformistes correspond à des raisons plus profondes qu'à de simples divergences tactiques. Peu avant l'été, le ministre Carro déclarait que la « social démocratie allemande constitue le modèle idéal pour le développement politique espagnol ». A première vue, on croirait à une énormité, car on imagine mal la social-démocratie allemande, viable dans un pays où la classe ouvrière ne s'est toujours pas remise de la saignée qu'elle a subi, transplantée dans un pays où la lutte des classes est des plus intenses en Europe. Mais c'est de toute autre chose qu'il s'agit en vérité. La bourgeoisie espagnole a été mal préparée par près d'un demi siècle de tutelle dictatoriale à manoeuvrer la classe ouvrière sur le terrain parlementaire. Sa fraction la plus éclairée a néanmoins compris le danger qu'elle courrait si elle se retrouvait au lendemain de la chute de la dictature face à un Parti Communiste puissant, prestigieux, et seul implanté dans le mouvement ouvrier avec les organisations d'extrême gauche.

Il s'agit donc de mettre en selle un parti social démocrate prêt à jouer son rôle, de rôder les pièces du jeu politique qui va se mettre en branle autour de la succession. On voit ainsi se dessiner peu à peu l'éventail politique. Les grands courants émerger de

l'ombre. Entre l'aile moderniste du régime qui prône autour de Fraga Iribarne, « la réforme constitutionnelle » et la junte démocratique qui annonce la « rupture démocratique », la bourgeoisie espagnole veut laisser à un parti social-démocrate, le temps d'affirmer son identité et de prendre forme.

Le parti socialiste (PSOE) a d'abord invoqué la précipitation de l'opération et le refus d'un pacte avec des réactionnaires de l'accabité de Calvo Serrer, pour rester à l'écart de la junte. Mais le fond de cette intransigeance tactique est apparue au grand jour lors de la création de la Convergence, lorsque le PSOE a commencé à se vanter d'avoir pu entraîner des fractions beaucoup représentatives de la bourgeoisie que celle gagnée par le PPC à la Junte.

Le fait est que sur ce terrain, le Parti Socialiste à l'avantage surtout à la lumière de l'expérience portugaise, et même si le parti de Carrillo s'efforce de prendre les devants et de donner le maximum de garanties à sa propre bourgeoisie en soutenant davantage le parti socialiste espagnol, l'émergence et le développement éventuel de la social-démocratie permet d'envisager une alliance entre la Convergence et les Libéraux de l'actuel régime, et une réduction par contre coup du poids d'un PC qui, quelles que soient ses protestations de bonne conduite, reste aux yeux de la classe dominante un parti communiste capable de resserrer à l'occasion ses liens avec l'URSS.

L'aspect le plus misérable de l'affaire réside peut-être dans le fait que deux organisations d'extrême-gauche, qui ont joué un rôle indéniable dans les mobilisations, particulièrement en Euskadi, se soient associées à cette opération, alors que la Convergence, pacte de collaboration de classe par excellence ne s'est même pas donné de programme ni de plate-forme. Cette absence révèle bien sûr le caractère tactique et hétérogène de l'alliance. Mais lorsque un pacte se justifie davantage par le fait même de s'unir que par ce sur quoi on s'unit, sa fonction ressort avec plus d'évidence encore : pour réaliser la réconciliation nationale dans la collaboration avec les rescapés du franquisme, la social démocratie est d'ores et déjà mieux partie que le PCE même lorsque ce dernier tend la main aux « antifranquistes de droite ».

2) L'instance mise par Carrillo sur l'intervention de l'armée pour imposer la volonté du peuple, peut surprendre. En fait, elle est hautement révélatrice. Moins que jamais, Carrillo ne peut croire à un renoncement pur et simple du bunker et à une reddition pacifique. Il sait parfaitement que ce

régime ne tombera pas de lui même, comme un fruit mûr et qu'il faudra le jeter à terre, briser l'ossature que constitue le vieil appareil phalangiste et clérical. Mais pour s'acquitter de cette besogne, Carrillo répugne à « s'appuyer sur la mobilisation de masse, à généraliser et centraliser les mouvements de grève comme ceux d'Euskadi. Au moment des procès, il n'a fait aucun effort en ce sens ; tout au contraire.

C'est qu'il redoute la dynamique révolutionnaire, plus rapide encore qu'au Portugal, qui pourrait naître d'une telle mobilisation, dépassant la simple rupture démocratique et balayant au passage la réconciliation nationale. Pourtant, il faudra bien bousculer le régime chancelant : on retombe inévitablement sur la même impasse ou la même contradiction.

Carrillo s'en tire en devenant putschiste, ni plus ni moins. Les partis de gauche se préparent, créent les conditions préalables, offrent les garanties maximum par l'alliance la plus large avec la bourgeoisie... et les militaires, les jeunes officiers de gauche (bien sûr) n'auraient plus qu'à donner le coup de pousse en goupillant un coup d'Etat sur mesure, prémédité et contrôlé. Voilà ? à quelles dangereuses absurdités conduit la défiance envers le mouvement des masses.

Le résultat dépend de la manière

En fait, à l'heure où tout le monde spéculé sur la succession, l'héritage et les héritiers, le problème demeure ailleurs. Il réside moins dans le **qui** ? que dans le **comment** ? Dans sa tribune du « Monde », Calvo Serrer insiste : « Oublions Franco. Dans la situation actuelle, les responsabilités incombent aux franquistes. En premier Juan Carlos ». Nous répondons : n'oublions ni Franco, ni Juan Carlos, ni les franquistes, ni leurs crimes, mais Franco doit mourir et son régime doit tomber.

L'important c'est de savoir comment il tombera. Le résultat dépend avant tout de la manière.

Pactiser avec la bourgeoisie, lui offrir la réconciliation nationale, c'est lui laisser les mains libres et lui abandonner l'initiative.

Encourager un coup d'Etat militaire de gauche, c'est encore une fois subordonner l'action émancipatrice des masses à une conspiration qui ménage les atouts de la bourgeoisie.

Pour en finir avec le régime, c'est le prolétariat d'Euskadi qui a héroïquement montré le chemin, celui de l'action directe, de la grève générale. Et les instruments : le front soudé, uni des organisations ouvrières sur des objectifs revendicatifs et anti-répressifs que ni la Junte ni la Convergence Démocratique n'avaient inscrit à leurs programmes.

Que la lutte pour le renversement de la dictature s'instruise à cette école, et il ne restera pas grand chose, non seulement de Franco et de Juan Carlos, mais encore des petites combines des Fraga, des Ruiz Gimenez, des Calvo Serrer et compagnie. Pas grand chose des petites manoeuvres réformistes.

22.10.75

D. B.



Défilé militaire des troupes espagnoles ayant participé aux manœuvres franco-espagnoles
André Cros-GAMMA

Armée espagnole : le 24 avril ?

Un officier espagnol, traqué par la dictature franquiste, qui fait une conférence de presse à Paris et dénonce le régime du Caudillo ; trois officiers arrêtés le 9 octobre à Barcelone et accusés de sédition ; mieux, des comités de soldats qui apparaissent en Euskadi et participent au comité central de grève lors de la dernière grève générale au Pays basque : l'armée espagnole vivrait-elle déjà à l'heure du 25 avril ?

Si l'affaire est sérieuse, les choses n'en sont sans doute pas encore là. Ces derniers événements expriment naturellement la crise de décomposition du franquisme, ils ne signifient pas que l'armée espagnole soit entrée dans une phase de décomposition totale.

Une union « apartidaire »

L'Union militaire démocratique,

mouvement clandestin d'officiers au nom duquel s'est exprimé à Paris le capitaine Dominguez représente incontestablement un courant important dans l'armée espagnole. Il revendique 1000 adhérents et sympathisants actifs sur un corps d'officiers qui regroupe au total 30.000 personnes. Il polarise dans la caste militaire l'ensemble des courants (hétérogènes) qui s'opposent aux options politiques du franquisme moribond ; il s'agit d'un mouvement qui affiche son étiquette « démocratique » par opposition aux conceptions politiques générales de la dictature, qui se dit apartidaire, se prononce pour la perspective d'une démocratie constitutionnelle dans le cadre d'un état espagnol unique et fédéral ; d'un mouvement de jeunes officiers qui n'affichent pas comme un étendard le passé « glorieux » de l'armée de Franco, bénie et sanctifiée dans les fleuves de sang de la guerre civile et tiennent pour une modernisation de l'armée bourgeoise espagnole. Il s'agit en clair d'un mouve-

ment démocratique bourgeois, ce qui ne l'empêche évidemment pas d'être en contact avec « pratiquement tous les partis d'opposition au régime franquiste » ; ce qui n'empêche surtout pas le PCE de s'intéresser de près à ce mouvement qui a été si prompt à se prononcer pour l'unité de l'armée, l'indépendance nationale, l'unité de l'état espagnol, à éluder la question clé de l'épuration de l'armée à la chute de la dictature, bref d'un mouvement dont le cours épouse si fidèlement les options démocratiques et patriotiques... du même PCE !

MFA bis ?

Les événements du Portugal ont évidemment favorisé l'éclosion d'un tel courant dans l'armée espagnole. Mais déjà, nos officiers « démocratiques » prennent peur au vu de l'évolution de la situation portugaise : « Nous nous sommes félicités du changement de régime au Portugal, mais la situation actuelle est tout à fait différente de ce qu'elle était au lendemain du coup d'état du 25 avril... » déclare le capitaine Dominguez avec plus qu'un soupçon d'inquiétude dans la voix... Le PCE n'est pas le seul à craindre que

l'exemple portugais ne donne des idées aux masses espagnoles, aux soldats espagnols...

Pour l'heure, les comités de soldats qui sont apparus dans l'armée espagnole, notamment au pays basque, demeurent des structures rigoureusement clandestines qui regroupent des militants d'avant-garde ; rien de surprenant à cela dans une armée où le moindre geste d'insubordination coûte deux ans de forteresse et/ou l'envoi en Afrique. Mais l'éclosion de ces premiers comités est riche de signification : l'imminence de la chute de la dictature franquiste et les batailles décisives qui accompagneront ce processus stimuleront les luttes dans les casernes ; les comités de soldats se formeront, exprimeront publiquement leurs revendications (épuration de l'armée, droits démocratiques pour les soldats), se lieront à la classe ouvrière en lutte contre la dictature moribonde. Le gouvernement actuel a d'ailleurs senti le vent, qui vient de promulguer un décret modifiant le mode d'affectation des soldats : jusqu'à présent, les soldats étaient affectés dans leur région d'origine et les réactions du contingent au Pays basque lors de la dernière grève générale ont ouvert les yeux à la clique au pouvoir...

SUR LA MARCHÉ DE HENDAYE...

Initiative, lancée à l'appel d'un comité animé par Vigier, Libération, divers courants inorganisés, elle avait d'emblée recueilli le soutien et l'appel des principales organisations révolutionnaires, et de nombreux « collectifs espagne »...

C'est dans ce sens, que le Collectif Eva Forest, soutenu par le PSU, la LCR, Révolution !, l'EE et les principales organisations révolutionnaires espagnoles, MLE, ORT, LCR-ETA.VI, avait dès le début, appelé l'ensemble de ces militants à préparer activement cette initiative.

Aussi, le Collectif Eva Forest — collectif unitaire —, qui joua un rôle décisif dans l'ensemble des mobilisations contre les procès en Espagne, entendait, participer à l'organisation concrète d'une telle initiative.

C'est pourquoi, après avoir demandé plusieurs fois l'organisation en commun d'une telle initiative, l'ensemble des organisations françaises et espagnoles — exception faite de Révolution ! — proposèrent au « Comité d'initiative de la marche » une co-organisation de la marche : démarche tout à fait correcte et normale pour assurer l'efficacité dans la préparation et le succès de l'initiative.

Le mardi 21 octobre, à Jussieu, le comité d'initiative et une assemblée de coordination — en aucune manière représentative des comités de base — rejetèrent toute proposition de co-organisation, et allèrent même, pour certains d'entre eux, jusqu'à interdire l'apparition de toute banderolle du Collectif Eva Forest dans la manifestation...

Ces réactions, montrent l'irresponsabilité de ce comité d'initiative, qui va même plus loin, en rejetant tout service d'ordre central, et en couvrant une sensibilité anti-organisation, ce qui laisse la porte ouverte, à toutes les manœuvres et manipulations. Car en écartant le Collectif Eva Forest, de la préparation de la marche, le comité d'initiative jette une grave hypothèque sur le succès de la marche.

Il rejette un collectif qui représente les principales organisations révolutionnaires, et qui mobilisa des dizaines de milliers de jeunes, de travailleurs dans tout le pays.

Par une telle décision, il freine et limite la mobilisation, se privant ainsi d'un écho et d'une audience, qui auraient été renforcés par une meilleure préparation.

Par cette attitude sectaire, il met en cause l'initiative elle-même.

Dans ce cadre, il faut, en fin souligner l'irresponsabilité de Révolution ! — composante du Collectif Eva Forest — qui non seulement refusa la co-organisation, mais qui jouant sur la fibre anti-organisation de cette AG nullement représentative, participa aussi à cette manœuvre anti-unitaire.

C'est pourquoi la LCR, tout en soutenant l'appel du Collectif Eva Forest à la marche, tout en appelant ses militants investis dans les comités de base de préparation à manifester, le samedi 1^{er} Novembre à Hendaye, dégage toute responsabilité, sur le déroulement précis du rassemblement et de la marche.

LAGOUTTE LIBÈRE !

LAGOUTTE :

J'AURAIS MIEUX
FAIT DE PIQUER
LE FICHIER DE
L'O.R.T.F. ...



Marc Lagoutte passait mardi dernier devant la 16^e chambre Correctionnelle de Paris pour répondre de son délit : celui d'avoir tenté de dévoiler la nature du Comité de Soutien à l'Armée Française.

Il était environ 15 H lorsque Marc entra dans le box des accusés, les menottes aux poignets. Le président lui pose alors les questions d'identité habituelles puis lit in extenso le chef d'accusation. « Le 23 juin, vous êtes appréhendé par la force publique dans les locaux du CSAF appartenant à MR Joël Dupuy de Méry, son président. Vous étiez porteur d'un chargeur de 7.65 mm, de bas de soie, de nombreux chèques, d'argent liquide et d'un pied de biche, etc... en somme l'attirail, d'un cambrioleur. » Le président s'arrête et demande à Marc s'il a quelque chose à rajouter. Ce fut le cas. Le portrait, tiré par le président quelque peu sommaire, présentait Marc comme un « monte en l'air », motivé et responsable, mais « droit commun » néanmoins.

Lagoutte expliqua alors le mobile de sa « perquisition » dans les locaux du CSAF et l'origine des objets qu'il transportait avec lui. Signataire de l'Appel des Cent, ayant milité dans l'armée pour le droit aux libertés élémentaires, Marc apprend la campagne bien orchestrée par la « bonne presse », Mourousi en tête, montée de toute pièce par le Parti des Forces Nouvelles. Sachant qui était le Sergent Dupuy de Méry, connaissant le courant fasciste qu'il incarnait, sachant aussi que se cachait derrière ce figle CSAF, Marc voulait le rendre public, preuves à l'appui.

Après s'être ainsi expliqué, Lagoutte fit le rapprochement des faits reprochés avec ceux d'Europe I (voir rouge N° 317). Une bande de nervis fascistes qui pénètrent dans les locaux de la station et l'occupent, interrompant une émission où parlait Maxime Le Forestier et Claude Manceron. Ceux-ci furent frappés, injuriés par Dupuy qui ne s'en cache pas. Maxime Le Forestier envoyait une lettre à l'audience :

« Je suis surpris d'apprendre que Joël Dupuy de Méry et son équipe s'adressent désormais à la justice pour régler leurs différends. Leurs coutumes sont beaucoup plus violentes et rapides, je suis là pour en témoigner. »

J'en ai vu arriver une quinzaine pour interrompre une émission de radio où j'exprimais des idées qui n'étaient pas les leurs (nous venions de lire, Claude Manceron et moi, Victor Hugo, Appolinaire, Aragon). Après m'avoir frappé et insulté, leur chef a exigé la parole à l'antenne ; n'ayant pas le choix, nous l'avons laissé faire

Outre les poings et les pieds de ces messieurs, j'ai été frappé par plusieurs choses :

1. Le discours de Joël Dupuy de Méry, militariste comme c'est son droit, s'ornait d'une argumentation que j'oserais ici qualifier de nazie. J'en ai le texte intégral sur l'enregistrement simultané de l'émission.

2. Il ne s'agissait pas d'une bande d'irresponsables, mais véritablement d'un commando, discipliné et visiblement entraîné pour ce genre d'opération : division des tâches, obéissance absolue à leur chef, techniques de combat au corps à corps etc...

3. Ils sont arrivés au studio deux minutes après avoir pénétré dans le hall d'Europe N° 1. Je mets n'importe qui au défi de trouver ce studio en moins d'un quart d'heure s'il n'a pas reconnu les lieux précédemment. Donc, renseignements et préméditation.

C'est un groupe d'extrémistes de droite qui ne recule devant rien pour faire triompher ses idées. Les faits reprochés à votre client me semblent tenir moins du cambriolage que d'une action de lutte politique et de sauvegarde. Sans vouloir accorder trop d'importance au Sergent Dupuy de Méry, on pourrait dire que si quelques

Marc Lagoutte s'étaient élevés contre, ne pensez-vous pas d'un homme qui affirme « intervenir chaque fois qu'il le faudra, quitte à sortir légèrement de la légalité » (Le Monde du 13 Septembre 1975) et qui poursuit ses adversaires politiques pour un acte illégal certes, mais au moins sans violence, n'est pas loin de se moquer du tribunal ?

Maxime Le Forestier

A partir de cet instant, le procès de Marc Lagoutte se retournait contre le CSAF et son pantin Dupuy. Les attaques de la défense de Marc contre les fascistes qui errent dans ce groupuscule ayant pour but de protéger les institutions, n'a pas même valu de la part des avocats de la partie civile (Dupuy de Méry) la moindre intervention. Leur seules paroles aux cours du procès furent : « Il faut stopper cette montée de la voyoucartie » Voyoucratie ? gouvernement des voyous : mais voyons, les voyous qui gouvernent messieurs les fascistes, c'est d'ailleurs qu'il faut les chercher !

Après avoir fait allusion à une voyoucratie, plus rien. Silence et résilience, il y a des vérités qui font désordre dans une audience en correc-

tionnelle. Ce silence n'était rompu que par une trentaine de fascistes qui pour affirmer leur présence, ricanait, imbéciles

Marc avait retourné l'accusation : il était responsable de ses actes, il les revendiquait. Le procureur de la République trouva cela presque louable (dangereux quand même... pour les idées qu'il défendait).

Marc sera condamné à huit mois de prison dont quatre fermes. En ayant fait quatre en préventive, Marc Lagoutte est libéré.

Les masques retombant

Excités par les révélations faites au tribunal, la racaille fasciste se permettait d'agresser la sortie du Palais de Justice les camarades de Marc venus le soutenir. Armés de poings américains, de fléaux de chaînes et de barres de fer, les petites amis de Dupuy, sous les yeux goguenards des policiers, se sont une fois de plus dévoilés en toute impunité. Voilà qui certainement leur retombera sur les doigts.

Y. L.

ARMÉE

Tu parles, Charles !

Charles Hernu, grand pont du PS pour les questions militaires, président des conventions pour l'armée nouvelle, ne se lassera jamais de défendre notre belle armée assaillie par les bandes gauchistes. Il vient de le prouver encore à l'occasion de deux meetings tenus l'un à Angers, l'autre à Clermont-Ferrand.

A Clermont, Hernu qui se croyait vraisemblablement devant un parterre de l'École de Guerre (si l'on en juge par son exposé très « technique » et très « responsable ») a dû répondre aux questions précises des militants antimilitaristes. A une question concernant le SUV portugais, il répond qu'« il ne peut être d'accord avec le terrorisme intellectuel que représente le vote à main levée pratiqué dans le SUV ». Hernu devrait coucher sur le papier ces pensées novatrices sur la démocratie ouvrière. Interrogé ensuite par un

ancien militant d'un comité de soldat, il sort carrément de ses gonds et s'exclame : « Ces gens là (les militants des comités de soldats), nous les connaissons trop bien ; ce sont tous des fils de la bourgeoisie qui retrouveront le camp de la réaction dans quelques années ». Et pour finir : « Giscard d'Estaing est bien trop indulgent avec vous ! »

On peut reprocher bien des choses à Hernu mais pas de ne pas avoir choisi son camp. C'est sans doute pour que nous en soyons bien avertis qu'ils se font accompagner dans ses meetings par le général-potiche de la CORAN, Becam.

Décidément poursuivi par le Portugal, Hernu a réaffirmé courageusement à Angers : « Il ne faut pas casser l'outil qu'est la défense de notre pays... Il ne s'agit pas de déboucher, comme c'est le cas

au Portugal, sur une dislocation des armées. » Si les grands bourgeois des comités de soldats n'ont pas compris l'avertissement, c'est qu'ils sont bouchés...

Hernu se multiplie. Il y a quelques jours, il tenait conférence de presse. L'occasion pour lui de « constater » que ceux qui avaient agité le dessein d'une intervention aéroportée sur le Tibesti pour délivrer Madame Claustre étaient des rigolos : dans l'état actuel des choses « l'armée ne pourrait pas tenter cette opération par ses propres moyens. Elle serait dans l'obligation de recourir à des avions civils ».

Tu as de curieuses envolées d'indignation patriotique, camarade Hernu. Une chance pour les toubous que Hernu ne soit pas (encore) ministre de la Défense. Pour nous aussi.

UN SONDAGE QUI EN DIT LONG...

La majorité présidentielle minoritaire
PC + PS = 52 %

Il souffle comme un vent de panique dans la majorité... Certes le ministre Abelin a été réélu, mais avec une toute petite marge d'avance sur la candidate du Parti Socialiste, Edith Cresson (52,6 % contre 47,4 %). Le premier tour avait suffisamment fait froid dans le dos de ces messieurs du gouvernement pour que quatre d'entre eux, dont Chirac et Ponia, viennent soutenir leur candidat. Reçus par des sifflets unanimes, lors du meeting de Châtellerauld, ils ne purent tenir la réunion que grâce à la présence d'un service d'ordre de barbouzes important qui empêcha physiquement les dirigeants du Parti Socialiste de polémiquer avec eux. Meeting vite oublié sans doute, mais qui aura laissé des traces suffisantes pour que dans la majorité présidentielle ce soit le branle-bas de combat. Et comme toujours dans ces cas là, c'est Servan-Schreiber qui lance le pavé dans la mare. « L'immobilisme nous conduit au socialisme » prédit-il dans son éditorial de l'Express.

Giscardien intelligent, il comprend que les sirènes de la réforme n'ont guère de crédibilité dans la crise actuelle et qu'à continuer une politique frontale contre les travailleurs, les élections de 1978 pourraient amener une majorité de gauche au parlement.

L'union de la gauche majoritaire

Ce pronostic est confirmé par un récent sondage de l'IFOP. Si des élections législatives avaient lieu dimanche prochain et que chaque parti présentait un candidat dans chacune des 475 circonscriptions métropolitaines, les résultats seraient les suivants : UDR 14 %, RI 24 %, Soc. et Rad. de Gauche 33 %, Com. 19 %, Divers 3 %. Une première conclusion saute aux yeux : l'Union de la Gauche serait majoritaire avec 52 % des voix, ce qui ne veut pas forcément dire majoritaire au Parlement du fait du type de scrutin et du découpage scandaleux des circonscriptions. Quant à la majorité présidentielle, elle ne recueillerait que 45 % des voix.

Mais ce qui frappe surtout dans ce sondage, c'est le renversement des rapports de forces électoraux à l'intérieur de chaque camp. D'un côté l'UDR perd des voix au profit des RI. De l'autre le Parti Socialiste s'impose nettement face au Parti Communiste. Est ce à dire que les souhaits de Giscard se trouvent épuisés ?

A savoir un glissement de la bipolarisation politique en France, l'affrontement entre Gaullistes et Communistes cédant la place à un affrontement entre RI et Socialistes ?

Attention aux conclusions rapides !

Ce serait faire de l'analyse superficielle et ne pas voir les pesanteurs sociales qui empêchent un tel projet de se réaliser à court terme. Car premièrement si les RI devaient électoralement l'UDR, ce n'est pas parce qu'ils ont gagné une base sociale nouvelle radicalement différente de l'électorat UDR. Il s'agit beaucoup plus d'un transfert de voix lié au fait que le Président de la République n'est plus UDR. Mais le projet spécifique de Giscard de gagner les nouvelles couches techniques à sa « Société Libérale Avancée » est toujours dans une impasse. Il se réduit pour le moment à grignoter à l'UDR un électorat traditionnel de majorité silencieuse. Deuxièmement si le PS devient le premier parti de France, il n'en reste pas moins lié à l'Union de la Gauche et au Programme Commun. Car, après tout, si le PS se retrouve aujourd'hui dans cette position, c'est parce que sa direction avait compris en 1971 qu'il n'y avait plus de place pour une troisième force. Dans le contexte de radicalisation qui a suivi Mai 68, il fallait une alliance durable avec le PCF pour retrouver une crédibilité perdue par la SFIO dans les dix premières années de la V^e République.

De ce sondage, il faut tirer deux con-

clusions pour l'avenir. D'abord le régime Giscard n'a pas les moyens de sa politique. Derrière les mots (« changer », « décrier ») se cache la réalité d'un régime en crise incapable de retrouver une base sociale durable. Dans ces conditions, il faut s'attendre à un raidissement de l'aile la plus conservatrice de la majorité au fur et à mesure que les échéances électorales se rapprocheront. Ensuite le renforcement du PS, et plus globalement de l'Union de la Gauche va donner à réfléchir à certaines fractions de la bourgeoisie toujours opportunistes en temps de crise. Les Radicaux de Gauche ont fait un mauvais calcul en pensant que la balance penchait du côté de Giscard, il y a quelques semaines. Ils ne manqueront pas de rectifier le tir prochainement. D'autres secteurs bourgeois vont également se manifester. Déjà Jobert à Châtellerauld fait reporter les voix de son candidat sur le Parti Socialiste, et Charbonnel, l'UDR

scissionniste renchérit dans ce sens. Ce ne sont certes, que des indices, mais ils montrent de quel côté souffle le vent.

Les cris de Servan-Schreiber, la publication des sondages vont renforcer le PC et le PS dans leurs perspectives électoralistes. « Regardez » diront-ils aux travailleurs. « Notre politique est payante. Nous gagnons progressivement la majorité dans le pays. Attendez 1978 ». Sauf que les revendications, elles ne peuvent attendre. Et c'est dès aujourd'hui qu'il faut engager la bataille pour obtenir satisfaction sur la réduction du temps de travail et l'échelle mobile des salaires. En expliquant, y compris, que si Giscard et Chirac ne veulent pas céder, ils devront céder la place aux partis qui sont aujourd'hui majoritaires dans le pays.

S. LAMPION

PREMIER TOUR

Primaires généralisées : dans chacune des 475 circonscriptions métropolitaines, chaque formation présente un candidat

(POURCENTAGE SUR LES SUFFRAGES EXPRIMÉS)

	Opération octobre 1975		Rappel 1er tour présidentielles mai 1974	
U.D.R.	14		Chaban 14,5	
R.I.	24	45	V.G.E. 33	
Centre	7			
Parti soc. et rad. gau-			Mitterrand 43,4	
che	66	88		
Parti communiste	19		Autres candidats	
Autres candidats (div.			(Royer, Muller	
droites, jobertistes, div.			etc.) 9,1	
gauche, extr.-gauche).	3			

Mitterrand et Edith Cresson dans les rues de Châtellerauld — Photo Sipa-press



PONIA S'EN VA EN CROISADE

Le pouvoir s'était déjà illustré l'été dernier en Corse, répondant aux revendications d'un peuple exploité par les quadrillages policiers, les matraquages, les arrestations et les emprisonnements. Les campagnes de l'après-Aléria avaient permis d'avancer en filigrane l'alternative d'un pouvoir régional type J.J.-S.S. intégré comme auparavant dans la centralisation, laissant des rognures en pâture aux Corses.

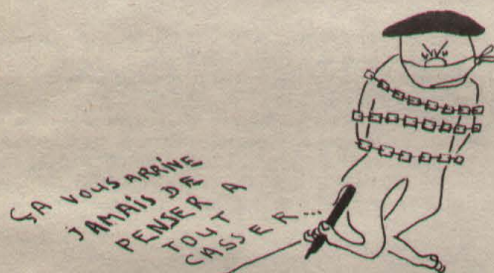
Après le repos, le valeureux Ponia repart en chasse. Aujourd'hui, c'est tout le courant autonomiste qui est visé. Finies les petites inculpations mesquines, finie la course au hombeurs de poteaux, finies (ou presque) les infiltrations policières, finies les provocations de petite envergure, Ponia sort le gros calibre : on passe à la répression grasse et tous azimuts.

Pour la Bretagne par exemple, des domiciles de notables sautent. Qui sont les auteurs ? Mystère, personne ne revendique. Alors, on hurle sur les toits : c'est le FLB, ces autonomistes sanguinaires, émules de Baader, frères de combat de l'IRA. Après avoir

Après les arrestations de décembre 74, la Bretagne est une fois de plus le théâtre d'une vaste rafle policière en milieu autonomiste. Celle-ci s'est effectuée simultanément dans le Finistère, les Côtes du Nord, l'Île et Vilaine, et le Morbihan. Orientée essentiellement contre les militants du

Front Autonomiste Socialiste Breton (FASAB), cette opération rappelle la technique « complot-provocation façon Marcellin ».

La brèche ouverte par 68 a fait mûrir en Bretagne une combativité allant croissante. La crise structurelle qui sévit dans l'hexagone se fait plus



COMMUNIQUE

Le Conseil d'Etat vient, le 8 octobre, de rejeter la requête de l'ex-mouvement basque Enbata qui demandait l'annulation du décret de dissolution pris le 30 janvier 1974 à son encontre par le Président de la République Georges Pompidou sur proposition de MM. Messmer premier ministre, et Marcellin, ministre de l'Intérieur.

Le Conseil d'Etat a enfin jugé le recours en annulation formé par ENBATA contre le décret de dissolution du 30 janvier 1974.

Il l'a fait dans des conditions assez curieuses. Il devait normalement s'agir d'une affaire urgente. Pourtant le temps passait sans qu'aucune audience ne soit fixée.

Soudainement, l'affaire est appelée devant la commission du conseil d'Etat alors que le Ministre de l'Intérieur en personne venait de produire un nouveau mémoire sans que ENBATA ait matériellement le temps d'y répondre.

Les accusations d'activités subversives ou violentes sont abandonnées. C'est le moins qui puisse être admis puisque ENBATA a toujours eu depuis 1963 une activité légale. Par contre, l'accent a été porté sur la notion d'atteinte à l'intégrité du territoire national.

Les récents événements de Corse n'y sont certainement pas étrangers. Le Ministre de l'Intérieur a voulu ainsi volontairement dénaturer le débat consti-

tutionnel instauré par ENBATA sur les bases mêmes de la proclamation qu'il est un mouvement nationaliste basque et fédéraliste européen.

Le Conseil d'Etat a ignoré l'évolution qui s'est produite sur la base des principes internationaux ratifiés par la France de la libre disposition des peuples, qui a permis le mouvement de décolonisation et de manière récente qui a abouti à l'indépendance de l'Algérie, ancien groupe de départements français, et tout dernièrement à l'indépendance des comores.

Le débat est d'importance pour tous les mouvements politiques des minorités nationales en France ainsi que pour les partis politiques français qui préconisent ou admettent l'autodétermination des territoires et des départements d'Outre-mer ou de certaines régions françaises et même de ceux qui combattent pour une fédération européenne impliquant l'attribution des pouvoirs des Etats nationaux actuels et leur transformation.

Le Conseil d'Etat a agi en tant que Conseil de l'Etat et n'a pas voulu remplir sa mission de Cour suprême juge des Pouvoirs publics. Il reste que rien ne justifie l'interdiction d'un mouvement politique ayant une existence légale depuis des années. Sauf à bafouer les libertés essentielles d'association et d'opinion.



fait l'amalgame de tous les mouvements autonomistes Ponia peut lâcher sa police (Dans ce cas, les SRPJ) contre tout ce qui n'est pas patriote français, tant pis s'il y a des bavures.

Qu'il soit Breton, Occitan, Corse ou Basque, tout ce qui est de proche ou de loin autonomiste est frappé sans distinction. Mais pourquoi cette opération ?

La première raison, la plus importante, c'est la progression sans cesse croissante des mouvements autonomistes en liaison avec les organisations professionnelles et syndicales. On a pu voir cette progression au cours de la lutte des viticulteurs en Occitanie. On assiste à ce même phénomène en Bretagne ou en Corse. En période de crise, le pouvoir sait ce que peut vouloir dire une telle évolution. Comme par hasard aussi, c'est dans ces régions que la solidarité aux militants anti-franquistes a été des plus vives (St-Brieuc, Hendaye, Toulouse...) c'est dans ces régions que se multiplient les Larzac, Fontevraut et Canjuers.

Une opération coup de poing bien menée, la riposte le sera aussi !

duement sentir en Bretagne ; la cause première étant une implantation industrielle spécifique à la Bretagne et la nature de l'exploitation combinée à l'écrasement d'un peuple. La combativité qui en résulte donne donc naissance à de « nouvelles luttes ». Nouvelles tant par leur nombre que par leurs méthodes d'action, nouvelles aussi par l'apparition de nouveaux fronts. L'énumération de ces luttes en donne un exemple criant : Batignoles à Nantes, Joint Français à St Brieuc, EGF à Brest, le conflit de Fougères, les luttes contre les licenciements, le chômage permanent, contre le remembrement, contre l'implantation en Bretagne de Centrales nucléaires, contre la pollution, la militarisation du sol breton, contre l'envahissement immobilier mais aussi lutte sur le front de la culture pour l'existence de la langue bretonne, etc...

Les luttes de la classe ouvrière bretonne font de moins en moins abstraction de l'aspect spécifique de l'exploitation du peuple breton, pas une lutte contre le nucléaire ou contre la militarisation du sol ne fait abstraction de cette même exploitation. Des jours nouveaux s'annoncent...

Les nouvelles tâches, l'accélération des luttes, la naissance de nouveaux fronts tissent des liens plus serrés entre certaines organisations autonomistes et les organisations politiques et syndicales « hexagonales » (PCF exclu...) Les organisations autonomistes de « l'action légale » furent longtemps dispersées en nombreux groupuscules ou publications, le cours est aujourd'hui à la fusion. C'est cela qui fait peur à la bourgeoisie. C'est cela qu'elle veut casser, en frappant des organisations comme le FASAB qui se réclament du socialisme. Hier le FLB, LNS, aujourd'hui le FASAB, et demain... ?

de la police judiciaire (SRPJ) a orchestrée dans le mode bovin son opération. Prétextant de « nombreux placitages revendiqués par le FLB », les flics — venus du nord et de Paris — sont allés perquisitionner chez des militants du FASAB avant de les arrêter. Alors que ses messieurs, bien renseignés, infiltrés, connaissent pertinemment les activités publiques ou privées des militants, leurs divergences de fond avec les différents FLB, ceux-ci sont allés chercher... des mèches à poudre, et des thermostats de frigo. Voilà des méthodes caricaturales déjà bien connues.

On compte parmi les arrestations, celles de militants très connus, que le pouvoir central essaie de faire passer pour « comploteurs style Baader », des gens comme Guy Caro, Antoine et Arthur Le Bars, l'abbé Le Breton curé de Gommenec'h, le Borge ou Kerrous, inspecteur du trésor.

Cela pourrait faire rire en Bretagne, le moins que l'on puisse dire c'est que cela insurge.

Aujourd'hui, le FASAB risque d'être dissous, plongeant ses militants dans la clandestinité : on voit le but de l'opération...

Ayant maintes fois montré sa solidarité aux militants basques, la Bretagne prépare le soutien à ses propres militants : nous en serons.

- Libération immédiate de tous les emprisonnés.

- Bas les pattes devant les militants autonomistes

Yvonnick L.

FASAB : fusion des comités d'Action Bretons, de Strollad Ar Vro et de Stourm Breizh dans le Front Autonome Socialiste Autogestionnaire Breton.

OPERATION MARCELLINESQUE

Après s'être échauffée en Corse, avant de s'attaquer aux militants occitans de Toulouse et Carcassonne, la lourde main des services régionaux

L'importance de l'actualité, et notre volonté de retransmettre le bilan de la fête, nous ont contraints à réduire considérablement le volume des articles sur la répression des mouvements autonomistes. Nous y reviendrons donc dans notre prochain numéro.

Du travail pour tous, c'est possible !

De mieux en mieux : les licenciements, les fermetures d'entreprises continuent de plus belle et voilà maintenant l'inflation qui repart. La seule chose que le plan Giscard ait réussi à relancer...

Rarement la politique économique bourgeoise aura autant étalé son impuissance : « Un an de grande pénitence, un an de « peau de chagrin », un an de chômage intensif pour aboutir à un résultat de 0,9 % en septembre, voilà qui est plutôt décourageant », se lamente le journal patronal *Les Echos*.

Mais il faudrait plus qu'un million et demi de chômeurs et 10 % de hausse des prix pour entamer l'optimisme gouvernemental : le « bout du tunnel » n'en finit pas de se rapprocher...

La fin de la crise n'est plus qu'une affaire de bonne volonté. D'ailleurs les solutions ne manquent pas :

- La hausse des prix ? Très simple : A la SGF, à Rhône-Poulenc, aux barons de la sidérurgie on distribue des milliards pour les aider à licencier au nom de la « relance » ; aux travailleurs, on prêche les sacrifices ; il serait bon, a expliqué Fourcade à l'Assemblée que « les salariés comprennent qu'une hausse excessive des salaires constitue à la fois un facteur d'inflation et une menace pour l'emploi ».

- Quant au chômage, pour Fourcade, c'est plus un problème de mathématiques qu'un problème économique : la CGT, appliquant la méthode de calcul du Bureau international du Travail, trouve 1.500.000 chômeurs. Le gouvernement ne prend en compte que les demandes d'emploi non satisfaites officiellement recensées : elles ne sont que 945.000 ! C'est déjà beaucoup mieux...

Mais on peut faire plus : sans créer un seul emploi, on peut réduire le nombre de sans-travail. Comment ? Il suffit d'interdire à certains d'entre eux de porter le « titre officiel » de chômeurs pour qu'ils disparaissent des statistiques. Et cela permet même de faire des économies. On savait déjà que la loi des 90 % n'était appliquée qu'au compte-goutte ; on savait qu'au bout de trois mois, l'administration cherchait à couper les fonds surtout à ceux qui luttent. Il semble maintenant que le gouvernement veut faire un pas de plus : une circulaire envoyée dans les agences pour l'emploi, renforce la sélection : si elle était appliquée, elle mettrait sur la touche plusieurs centaines de milliers de chômeurs qui, non seulement seraient privés de tout revenu, mais... perdraient leur droit à la Sécurité sociale et ne seraient plus recensés comme « demandeurs d'emploi »...

Jamais semblable offensive n'avait été menée contre l'emploi et le pouvoir d'achat des travailleurs.

Comment y répondre ?

CGT et CFDT avaient, depuis la rentrée, centré leur action sur la retraite (« du repos pour les vieux, du boulot pour les jeunes »). La retraite à 60 ans, c'était la solution au chômage. Quant à la réduction du temps de travail, elle était évoquée dans les termes les plus flous.

Aujourd'hui, Giscard a lâché quelques broutilles, avec la promesse d'une retraite précoce réservée aux « manuels » pour fin 76. Et que dit la CGT ?

Krasucki accepte le calendrier du gouvernement. Il ne revendique que sur l'extension de la notion de « travailleurs manuels » au maximum de catégories et sur l'élargissement ultérieur de la retraite pour tous... en 1977 !

Cette position « raisonnable » répond si peu au problème du chômage que Krasucki, dans le même communiqué recommande à chiffrer la réduction du temps de travail, en demandant un projet de loi sur la semaine de 40 heures.

Quant à la CFDT, mise devant le fait accompli, elle a grogné sur la forme de cette prise de position unilatérale, sans s'être prononcée nettement sur le fond pour l'instant.

Ce n'est pas avec des marchandages laborieux ni des revendications en demi-teinte qu'on centralisera une riposte ouvrière à la crise.

Il y a 1.500.000 chômeurs. La situation exige une réponse simple et mobilisatrice : il faut répartir le travail existant entre toutes les mains ouvrières ; il faut la semaine de 35 heures sans diminution de salaire.

Revendication utopique ?

- Les 40 heures étaient déjà réclamées et obtenues en 36. Depuis, la technologie s'est développée, la productivité est montée en flèche...

- Les 40 heures étaient encore réclamées en 68. Depuis, le nombre de chômeurs a été multiplié par trois...

Les 35 heures sans diminution de salaire sont la réponse centrale que doit donner la classe ouvrière au chômage et aux licenciements.

D'ores et déjà ce mot d'ordre n'est plus défendu par les seuls militants révolutionnaires. Parce qu'il colle à la situation, il prend force et gagne du terrain dans la classe ouvrière : dans les banques, des luttes s'engagent pour l'autoréduction des horaires de travail dans la perspective des 35 heures ; dans les PTT, une grève a eu lieu le 16 octobre pour le samedi libre (ce qui aboutit au 35 heures) et la discussion sur la semaine de 5 jours est à l'ordre du jour du 23ème Congrès de la Fédération PTT dont un document préparatoire réclame en outre la semaine de 35 heures « pour les services féminins et pénibles » ; à Rhône-Poulenc Pont-de-Claix, à Sovirel (Bagneaux), la revendication des 36 heures sans perte de salaire est commune aux sections CGT et CFDT (il est d'ailleurs curieux qu'elle ait été censurée dans l'Huma) ; à Naphtachimie, elle est également apparue.

Oui, les 35 heures gagnent du terrain. Parce qu'elles sont une réponse claire à la crise ; du travail pour tous, le temps de vivre. Mais aussi parce qu'elles marquent une priorité politique, la réduction massive du temps de travail, qui, seule, dans une autre société permettra de donner aux travailleurs les moyens et le temps matériel de prendre en main leurs propres affaires dans l'usine et dans la cité.

Rouge 319 p. 10

VILLE DE MONTREUIL

MONTREUIL et sa POPULATION

Du recensement qui s'est opéré au cours des mois écoulés, quelques enseignements peuvent déjà être tirés :

MONTREUIL DEVIENT LA PREMIERE VILLE DU DEPARTEMENT AVEC 96.147 HABITANTS SOIT 462 HABITANTS DE PLUS QU'EN 1968.

La population en âge de voter s'élève à 62.606 alors que 56.485 électeurs seulement sont inscrits sur les listes électorales.

Le nombre d'immeuble et de logements décomptés dans notre ville a sensiblement augmenté.

Le recensement fait aussi ressortir que

la population immigrée est passée de 9348 personnes à 14.367

(soit en pourcentage de 9,79 % à 14,96 %) alors que la Municipalité considère que le seuil qui ne devrait pas être dépassé se situe aux environs de 10 % afin qu'existent les meilleures conditions d'une bonne cohabitation entre les diverses communautés

Le Gouvernement est responsable de cette situation !

La concentration de travailleurs immigrés dans certaines villes ne correspond ni aux intérêts de la population ni à ceux des immigrés.

Aussi, dès octobre 1969, les maires communistes de la Région Parisienne avaient exigé du gouvernement une répartition équitable des travailleurs immigrés dans toutes les villes.

Le Gouvernement a refusé de les entendre. L'appui de tous est nécessaire pour l'obliger à prendre cette exigence en considération.

En ce sens la Municipalité a décidé de reporter la construction de 3 foyers de travailleurs migrants dans notre ville.

La Municipalité, continuant à remplir son devoir de solidarité, exige en même temps, du pouvoir et du grand patronat, des solutions à la dramatique situation des travailleurs immigrés.

ELLE APPELLE TRAVAILLEURS ET DEMOCRATES, DANS L'UNION AVEC LES TRAVAILLEURS IMMIGRES, A SOUTENIR CES PROPOSITIONS QUI CONTRIBUERAIENT A DEVELOPPER LES RAPPORTS D'AMITIE, DE COMPREHENSION ET DE BON VOISINAGE.

LE MAIRE MONTREUIL

4,96 % d'immigrés en trop !

Voilà ce qu'on peut lire à Montreuil sur les panneaux municipaux et dans le bulletin que reçoit chaque habitant. Cette affiche est la seule réponse de la municipalité d'« Union démocratique » à une série de pétitions racistes qui circulent dans le voisinage des foyers immigrés.

Dans la suite logique de cette prise de position on a pu entendre lors d'une réunion organisée par la Mairie dans le cadre de sa campagne « Vivre mieux, c'est possible ; vous avez la parole », Marc Mussato, maire adjoint membre du PCF reprendre les termes de ce texte (la « cote d'alerte » est dépassée). Il a même répondu aux racistes qui attaquaient la mairie : mais oui, nous comprenons vos problèmes, mais la mairie n'y est pour rien, il faut transporter ailleurs les foyers pour « une plus juste répartition ».

Voilà donc ce que donne une ligne

chauvine et patriotarde appliquée par un maire adjoint un peu borné. Car cette affiche n'est qu'une illustration caricaturale certes, mais bien réelle de la position du PCF. Dans un livre sorti aux Editions Sociales, (Français et immigrés) André Viéguet ne craint pas d'expliquer que la fameuse formule du Manifeste Communiste « Les prolétaires n'ont pas de patrie » est une formule lapidaire que « depuis plus d'un siècle les marxistes ont rejeté » et de dire que ceux qui la reprennent « se placent objectivement du côté de l'ennemi de classe des travailleurs » (p.141). Pour lui, la participation des travailleurs immigrés à la Commune, la Résistance, etc... signifie non pas la participation à une lutte de classe par-delà les frontières, mais au contraire une contribution à « l'intérêt national » et à la « défense de la nation » !

Voilà où conduit la défense de l'intérêt national : on commence par justifier le contrôle policier sur l'immigration et on en arrive finalement à élaborer une théorie de la « juste répartition des travailleurs immigrés » (chacun son fardeau) ; comme le souligne l'affiche, il est malsain d'avoir dans une municipalité 15 % de gens non électeurs !

Comment mieux illustrer l'abandon de toute position de classe par le PCF en matière d'immigration ?

Le 22.10.75
S. Triton

POUR LES 36^H

Le 29 septembre, la fédération des métaux CGT dénonçait lors d'une conférence de presse les mesures de licenciements et de chômage partiel envisagées par le patronat de la sidérurgie.

En effet, pour ne prendre qu'un exemple, USINOR (42 000 salariés) va réduire ses activités de 20% ce qui devrait ramener en moyenne la semaine de travail à 32 heures pour les feux continus et à 35 heures pour les non-continus. A SACILOR-SOLLAC (47 000 salariés), 6 jours de chômage par mois se traduiront également par des semaines de 32 à 35 heures.

Ces réductions d'horaire signifient des pertes de salaire de 200 à 300 F par mois, alors même que Jacques Ferry, président de la chambre syndicale de la sidérurgie française annonce qu'il n'y aura pas de licenciements dans la sidérurgie... pendant trois mois, ce qui en clair annonce en plus du chômage partiel qui sévit aujourd'hui une aggravation importante du chômage dès la fin de l'année. Or déjà, dans la métallurgie 100 000 emplois ont disparus depuis janvier 1974, et de septembre 1974 à juillet 1975 800 000 travailleurs sont concernés par les réductions d'horaires, non compris les 100 000 travailleurs de la sidérurgie.

C'est dans ces conditions que le patronat de la sidérurgie a fait une proposition d'accord sur l'indemnisation du chômage partiel tout à fait scandaleuse. Alors que l'Etat prend en charge 50% de l'indemnisation du chômage partiel, le patronat proposait une indemnisation à 60% des heures perdues au dessous de 40 heures (autrement dit 8 heures pour les feux continus et 5 heures pour les non continus), mais à condition que les syndicats cautionnent un tel accord, autrement dit à condition qu'ils donnent leur aval à la politique patronale de l'emploi. Faute de concertation le patronat faisait savoir qu'il n'appliquerait pas l'accord, tout en accusant les syndicats d'être responsables de la perte de salaire qui en découlerait pour les travailleurs!

Si les fédérations CGT et CFDT ont refusé de cautionner un tel marchandage, il s'est malheureusement trouvé trois syndicats pour entériner une telle pratique de collaboration de classe: la CGC, la CFTC et FO, des spécialistes en quelque sorte...

IL FAUT DENONCER LE SCANDALE

C'est d'autant plus inadmissible si l'on sait comment le patronat de la sidérurgie tente de ligoter les travailleurs dont le pouvoir d'achat est en baisse. A CREUSOT-LOIRE par exemple, il accorde des prêts aux ouvriers qui sont remboursables en heures supplémentaires (alors qu'au même moment on licencie!!), mais ceci sur une

période limitée à 18 mois. Et peu importe l'intensification des cadences, la fatigue, les accidents du travail... Les travailleurs n'ont pas le choix: s'ils refusent le prêt, celui-ci devient immédiatement exigible, et en cas de départ de l'entreprise pour quelque cause que ce soit (donc même en cas de licenciement), le prêt est exigible également immédiatement.

Au bout du compte, on pourrait progressivement imposer le plan patronal des horaires variables à grande échelle: 2000 heures de travail par an! Plus de problèmes de congés payés... et surtout on pourrait ainsi augmenter la productivité du travail, et donc les cadences sans difficultés, avec la « participation » active des travailleurs... le rêve quoi!

LES 36 HEURES

Il y a une autre solution. Dans une société on trouve des horaires de 42, 44 heures à côté des horaires de 36 heures, à Creusot-Loire par exemple. Dans la sidérurgie de l'Est. Dans les services continus, il faudrait introduire une cinquième équipe de travail pour améliorer des conditions de travail très pénibles.

C'est cela qu'il faut imposer aux trusts: la semaine de 36 heures sans pertes de salaires, l'embauche d'effectifs. Car il est clair que la patronat utilise le chômage pour démobiler les travailleurs: sinon comment expliquer les différences d'horaires de 44 à 36 heures, et la proposition scandaleuse de rembourser des prêts par des heures supplémentaires à Creusot-Loire, alors que paraît-il il n'y a pas de travail!

Et si les trusts de la sidérurgie prétendent ne pas en avoir les moyens, qu'ils rendent des comptes, qu'ils expliquent ou sont passés les milliards de subvention du gouvernement.

C'est aux syndicats d'avancer les formes de lutte et de mobilisation susceptibles de faire reculer un patronat de choc pour imposer la semaine de 36 heures sans diminution de salaire, le veto des travailleurs sur les licenciements, et, si les patrons ne cèdent pas, la nationalisation du trust sans indemnité ni rachat, car les travailleurs n'ont pas à faire les frais d'une crise dont les patrons sont responsables et qu'ils mettent à profit pour s'engraisser sur leur dos.

J.H.

dehors. Les syndicats parlent de se battre pour leur réintégration, des collectes effectuées parmi les travailleurs assurent la paie des licenciés. En dehors de cela pas grand chose.

Dans ce contexte, l'occupation du château d'eau de l'usine par quelques militants du PCF avec des licenciés, décidée par-dessus la tête des sections syndicales, n'a en fait mobilisé que quelques dizaines de travailleurs au grand maximum, sur les 30 000 que compte la Régie.

Chez beaucoup de travailleurs combattifs, la coulèuvre est dure à avaler.

1) Pourquoi cette action à l'initiative du seul PCF et non pas une mobilisation unitaire de l'ensemble des organisations syndicales soutenues par toutes les forces politiques sans exclusive, une mobilisation qui, elle, aurait pu revêtir un caractère de masse? Une seule explication: le PCF a fait le choix délibéré de privilégier ses intérêts de boutique au détriment de ceux des travailleurs, quitte à faire passer les sections syndicales sous la table.

2) Les militants du PCF ont-ils, oui ou non, utilisé leur appartenance à la CGT pour assurer le succès de cette initiative de leur parti, en manipulant sciemment le syndicat? Tout le monde pense: depuis l'utilisation par certains militants du PCF de leurs heures de délégués, jusqu'à la présence active de Sylvain sur les lieux. Sylvain est certes membre du PCF, mais il est aussi responsable de la CGT pour Billancourt! A quel titre était-il là. L'Huma omet de le préciser. Il y a des façons de cultiver l'ambiguïté qui sont des manipulations cyniques de l'organisations syndicale.

Cette affaire n'est malheureusement pas isolée. Le cours sectaire d'affirmation du PCF face à la montée du PS engendre toute une série d'accrocs de cette sorte:

- A l'idéal, se sont des responsables de la CGT qui appellent à débrayer pour la venue d'un député communiste en omettant de préciser qu'ils le font en tant que membres du PCF.

- Chez Manil à Revin, l'Huma relate « la lutte de la cellule du PCF contre la mise à pied de 5 salariés » (19.9.75): collectes, délégation à la direction; manif à la préfecture. Un oubli: la faiblesse du cortège, beaucoup d'ouvriers y compris parmi les plus combattifs ayant refusé de participer à une manif organisée par le PC et non par la CGT.

- Chez Perrin de Danvieuille (Epinal), débrayage appelé par un tract signé « CGT-cellule PCF », auquel la cellule participe avec sa propre banderole.

On connaît déjà trop bien les conséquences de cette ligne: division, manipulation, substitutisme. Face à de telles pratiques on risque de voir même se développer une réaction de refus de tous les partis politiques, de repli syndicaliste chez les travailleurs combattifs.

Notre position est claire:

Oui, les travailleurs ont le droit de faire de la politique sur leur lieu de travail. C'est un droit que nous devons arracher au patronat. Mais ce qui est utile à la classe ouvrière ce ne sont pas les opérations sectaires, ni les concours stupides pour savoir qui des signataires du Programme Commun est le plus gros, le plus beau, le plus ouvrier. Ce qui est utile et nécessaire c'est qu'il y ait à la fois action commune et débat politique public sur les questions essentielles. Pour cela, il faut commencer par lutter contre le sectarisme et les exclusives.

F. L.

RENAULT BILLANCOURT pour la défense des 14 licenciés ou pour une photo dans l'Huma?

« Le drapeau de la liberté a flotté hier au-dessus du château d'eau de Billancourt... » c'est par ces mots que commence un article qu'accompagne une énorme photo en première page de l'Humanité du « Des centaines de travailleurs sortis immédiatement de leurs ateliers » qui découvrent « en levant la tête les silhouettes de leurs camarades chassés de Renault », aux côtés des responsables du PCF de l'usine; l'émotion, les drapeaux rouges mêlés aux drapeaux tricolores; et la conclusion: avec les communistes, la classe ouvrière de Billancourt a dit: « nous briserons le mur du silence »...

La réalité est malheureusement fort éloignée de ce lyrisme de commande: depuis la grève de mars 75, seuls 3 des 17 licenciés ont été réintégrés. Les 14 autres sont toujours

Sovirel

C.R.S. contre grévistes

13 Octobre : 1100 personnes en chômage pour une semaine. CFDT et CGT n'étaient pas prêts à encaisser le coup sans réagir. Ils avaient appelé les chômeurs à venir quand même dans l'usine pour décider de l'action commune, chômeurs et non chômeurs. Le jour venu, 300 chômeurs répondent à l'appel. Décision est prise de se retrouver le surlendemain à la manif commune Sovirel-Quartz et Silice.

Le drapeau rouge remplace le tricolore

Ce mercredi, ce sont 2000 personnes qui se rassemblent place de la gare de Nemours : beaucoup de chômeurs, beaucoup de travailleurs immigrés aussi. Ces derniers ont de quoi être motivés : ils ont des comptes à demander à Dailly, le sénateur ; ce Dailly, qui déclarait il y a quelques temps : le problème de l'emploi ? Il est facile à résoudre à Sovirel, puisqu'il y a 20 % de travailleurs immigrés !!!

Le climat est chaud. On bloque la Nationale 7 dans Nemours. Après un long meeting, la manif se dirige vers la mairie. Ce n'est pas la première fois à Nemours qu'un cortège s'y rend ; mais cette fois c'est du sérieux : il ne s'agit pas d'un rassemblement traditionnel, où l'on attend devant les grilles le retour d'une délégation partie porter une motion. Aujourd'hui, c'est la manif qui entre en masse dans la mairie...

Il a suffi de quelques secondes pour qu'une banderole soit déployée au premier étage. Dans la foule, le drapeau « bleu-blanc-rouge » disparaît, remplacé par un



drapeau rouge du plus bel effet. Deux heures durant, la mairie reste occupée. Après quoi, on se rassemble à nouveau dans Nemours, et l'on se quitte en se donnant rendez-vous pour le vendredi.

A coups de matraques et de larmyos

Le vendredi, c'est un nouveau débrayage à l'appel de la CFDT et de la CGT. Tout le monde se rassemble place de la mairie de Bagneux. Les chômeurs, qui sont restés mobilisés toute la semaine sont au rendez-vous. Décision est prise d'aller manifester à la gare, à 50 mètres de l'usine.

L'arrivée des grévistes ne passe pas inaperçue : deux rapides et un autorail sont immobilisés en gare ; on distribue des tracts aux voyageurs ; on colle des affiches sur les wagons. L'accueil des voyageurs est très bon : des mains se tendent pour prendre des tracts, les discussions vont bon train. Les seuls grognements qu'on entend viennent des premières classes...

Mais voici qu'arrivent 5 cars de flics :

- « dégagez la place » demande le commandant des CRS

- « nous ne partons que quand nous aurons vu le préfet... »

Le maire de Bagneux proteste, s'insurge contre la présence des CRS sur sa commune. Il téléphone à la préfecture pour demander leur retrait. Au même moment, les CRS chargent... Coups de matraques et tirs de larmyos. Le grand jeu. Surpris, les manifestants commencent par reculer. Mais la contre-attaque ne tarde pas : les gens se ressaissent. Des pierres volent. On ramasse des tirefonds sur les voies pour les balancer vers

les CRS. Penchés au fenêtres, les voyageurs encouragent les manifestants. Asphyxiés par les gaz, beaucoup descendent sur la voie.

Les sirènes de l'usine donnent l'alerte

Aussitôt l'alerte est donnée : les sirènes de l'usine retentissent dans Bagneux. La nouvelle des affrontements fait le tour de la ville. Ceux qui n'avaient pas débrayé pour aller à la manif, quittent sur le champ leur poste de travail, pour se porter en renfort de leurs camarades.

Affolé, le directeur général se défend d'avoir appelé les CRS. Au pas de course, il suit un délégué CFDT jusqu'à la gare... Finalement les CRS se retirent. Il faut dire que leur situation n'était pas des plus brillantes. Deux d'entre eux, blessés avaient déjà dû être évacués.

Les CRS partis, les travailleurs de Sovirel quittent la gare et retournent à l'usine. Après avoir défilé dans les ateliers, ils investissent les bureaux de la direction et demandent l'ouverture de négociations : Lefort, directeur général, s'exécute et appelle le PDG au siège. L'ouverture des négociations est acceptée pour le début de la semaine...

Lundi, les représentants du personnel sont donc reçus au Siège. Les négociations ne donnent rien, mais restent ouvertes.

La mobilisation continue et se renforce, surtout après l'intervention des flics. Une nouvelle grève avec occupation est prévue pour le mercredi 22. A suivre...

Bagneux, le 21 / 10

RHONE-POULENC : PREMIER AFFRONTLEMENT

Après le succès de la journée d'action sur le trust, la direction commence la répression tandis que la fraction du PCF freine la combativité. Une seule issue pour arriver aux 36 heures payées 40 : la grève reconductible sur tout le trust.

Le 16 octobre toutes les usines Rhône-Poulenc, chimie et textile, s'arrêtent : grève suivie à 90 ou 95 % par les 90.000 salariés du trust ! Mais le 17 que faire ? Comment continuer ? Un débat s'ouvre.

Dans de nombreuses usines du trust s'est posé le problème de reconduire la grève puisque tous les ateliers étaient arrêtés. Bon nombre de travailleurs pensaient qu'il n'y avait pas urgence à les remettre en marche... C'est que la combativité est très

forte en ce moment sur Rhône-Poulenc.

Par conséquent il ne restait plus aux syndicats qu'à faire des propositions d'action et faire voter en AG la reconductibilité de la grève. Procédure simple et évidente (c'est du moins ainsi qu'elle apparaissait à de nombreux travailleurs)... Pas pour le PCF en tout cas. A Lyon à la coordination intersyndicale qui s'est tenue avant le 16 la fraction du PCF dans la CGT n'a proposée que la journée d'action, un

point c'est tout. Avec pour complément : « On verra si on peut en faire une deuxième plus tard »...

Dans certaines usines comme à Pont-de-Claix où la combativité est forte, le PCF proposait en outre d'organiser la guérilla permanente atelier par atelier (c'est déjà ce que nous faisons depuis le 14 septembre...) Sauf que ces grèves perlées, si elles sont efficaces un moment, finissent par lasser les travailleurs qui posent vite le problème de la généralisation de la lutte, en termes de lutte efficace ! A savoir une grève reconductible sur l'ensemble du trust.

Chose qui n'a pas été possible après le 16, alors que les conditions étaient réunies, du seul fait de la fraction du PCF... Les travailleurs peuvent en conclure que la stratégie des réformistes, en freinant la combativité ouvrière, vise à éviter un affrontement avec le trust Rhône-Poulenc.

Et pourtant !

Face aux attaques permanentes contre le pouvoir d'achat, face au chômage partiel, les travailleurs veulent se battre efficacement contre les multinationales. Encore faudrait-il que leurs organisations syndicales leur offrent des perspectives claires !

A Chalampé (Haut-Rhin) cependant la grève continue, reconductible

toutes les 24 heures. A Pont de Claix (Isère) les grèves tournantes décidées en AG se poursuivent. A Vitry la direction envoie la police contre les travailleurs qui occupent les bureaux du patron.

La direction du trust a choisi la répression. A Pont-de-Claix, la direction met à pied 11 travailleurs de l'entretien, dont 3 délégués CGT et 2 délégués CFDT sous prétexte qu'ils ont bloqué la sortie de camions et occupé le centre administratif (nous étions 200, les 11 n'ont pas été choisis au hasard). Ces mises à pied ne restent pas sans réponse : le 17 les travailleurs de l'entretien, se considérant tous comme mis à pied, continuent la grève et descendent en manif sur le centre administratif pour y demander la levée des sanctions. Le PDG de Rhône-Poulenc, en usant de la répression, fait un mauvais calcul : il renforce l'unité et la combativité des travailleurs.

Mais pour arriver à la victoire, jusqu'aux 36 heures payées sur la base de 40, jusqu'à la garantie du pouvoir d'achat et l'augmentation des effectifs par le partage du travail entre tous les bras disponibles, il faut que la grève soit généralisée sur tout le trust. C'est possible aujourd'hui, c'est la seule voie réaliste, c'est la proposition des militants révolutionnaires.

Correspondant le 22/10

CARON-OZANNE APRES 5 MOIS D'OCCUPATION ACTIVE

Depuis 5 mois les travailleurs de Caron-Ozanne occupent leur imprimerie. Leur lutte ne faiblit pas et, sous cette pression, la direction commence à reculer. La victoire est loin d'être acquise mais d'ores et déjà l'occupation de Caron-Ozanne contient toute une série d'expériences qui révèlent le murissement de la conscience des travailleurs : l'unité sans cesse recherchée dans l'offensive, l'organisation démocratique de la grève (AG souveraine, commissions, comité de grève), la remise en marche de l'entreprise au profit des travailleurs, la recherche, au-delà de la solidarité, de la jonction des luttes, la prise en charge d'une contre-information par les travailleurs eux-mêmes... Autant d'expériences extrêmement riches dont 2 militants de la FFTL-CGT de Caron-Ozanne nous rendent compte ici. (Une délégation des grévistes était présente à la fête de Rouge, conformément à une décision prise en AG. Ils y ont vendu 1500 « Ouest-Licenciements »).

Depuis le 5 juin vous occupez l'imprimerie et vous la faites fonctionner au profit de votre lutte et de celles d'autres travailleurs, comment en êtes-vous arrivés là ?

• Notre lutte vient de loin ; elle est née de la fusion des 2 plus importantes imprimeries de la région de Caen, Caron et Ozanne. Orchestrée par Ouest-France, cette fusion devait s'accompagner, en bonne logique capitaliste, d'une restructuration au détriment du secteur labeur. Fin 74 par exemple, les horaires de certains services du labeur sont ramenés à 30 h tandis que dans le secteur presse on fait 90 h par endroits. Tout était fait pour que les travailleurs admettent la disparition du labeur et les licenciements que cela entraînerait ! (alors que l'entreprise avait reçu une aide de l'Etat de 280 millions pour créer 30 emplois...)

— Nos premières revendications sont parties de la nécessité d'unir le personnel dans la lutte : 40 h maxi, 10

points pour tous ! Chacun a ainsi pu se sentir concerné dès le départ.

• Dès que fut connue la décision de la direction de licencier 48 travailleurs, nous nous sommes réunis en AG et l'occupation immédiate pour le refus de tout licenciement a été votée par 73 voix sur 107.

A partir de là comment vous êtes-vous organisés pour « tenir » ?

• Au départ nous étions dans le flou mais nous avons tout de suite insisté pour que le maximum de travailleurs prennent la lutte en charge. Une AG des grévistes devait se réunir tous les matins pour prendre toutes les décisions.

— Un comité de grève, responsable devant l'AG, a été également élu. Il a regroupé 13 personnes dont la moitié environ avait des responsabilités syndicales. Il se réunissait l'après-midi et appliquait des décisions de l'AG du matin.

• Des problèmes sont apparus dans son fonctionnement. Par exemple le camarade secrétaire du CE qui avait été élu faisait passer ses positions personnelles avant celles du comité de grève. On lui a demandé de démissionner du comité de grève.

— Notre première initiative a consisté à fouiller systématiquement les bureaux de la direction. Nous y avons trouvé des papiers d'un cynisme ahurissant, comme quoi il fallait « rendre l'affaire plus rentable avec moins de monde ! »

• Pour les ouvriers cela a été une véritable révélation. Pour eux le patron était quand même le patron... Une fois que tout le monde a pu lire les papiers ça a fait boum ! « Il faut licencier le patron », c'est ce que nous avons tous crié !

C'est alors que vous avez commencé à remettre en marche les machines...

• Oui. La lutte s'annonçait longue, il ne fallait pas que nous restions coincés entre les 4 murs de notre boîte. Nous avons donc décidé en AG d'utiliser les machines pour tirer tracts et affiches sur notre lutte, pour la populariser avec le matériel de l'imprimerie.

— Peu après l'AG a décidé de sortir le matériel de ceux qui le demandaient. On s'assurait ainsi, selon des tarifs décidés par nous mêmes (une commission ad-hoc avait été désignée), notre minimum vital selon une répartition égale pour tous.

• Les commandes émanaient surtout des organisations politiques

et syndicales. L'AG décida de ne faire aucune exclusive, sinon par rapport aux organisations de droite (qui de toute façon ne sont pas venues nous trouver).

— Nous avons par exemple tiré des affiches du PS, des tracts du PSU et des Taupes de la Ligue. Seul le PC ne nous a jamais rien commandé. Pour les boîtes à nous tirions les tracts gratuitement.

Et puis vous êtes allés encore plus loin en faisant un journal, « Ouest-Licenciements »...

• Nous en sommes au 5ème numéro. Ouest-Licenciements est devenu le journal des luttes régionales. Pas question pour nous de jouer les journalistes, c'est aux travailleurs en lutte à prendre en charge la contre-information. Nous passons sans aucun contrôle les articles sur les luttes qu'on nous envoie.

— Ouest-Licenciements est devenu un outil à la fois de popularisation des luttes et de l'unité des travailleurs pour l'élargissement de leurs luttes. Ça va beaucoup plus loin que la simple solidarité réciproque.

Aujourd'hui où en êtes-vous ?

• La lutte continue sans démobilisation et dans l'unité. La mise en règlement judiciaire en juillet n'a pas entamé la combativité. Le nouveau PDG s'est engagé à réembaucher 68 personnes, puis 25 dans 2 mois et tout nouvel embauché sera en priorité un ancien licencié.

— Nous nous sommes tous de fait inscrits au chômage. Les engagements d'Ozanne sont incertains mais c'est une première victoire.

• Disons que nous en sommes là grâce à notre lutte et c'est le moins moche auquel on pouvait arriver...

L'occupation continue donc

• Pas question en effet d'évacuer les locaux même si la police menace. Nous gardons le cap : nous ne cesserons la lutte que lorsque tous les camarades seront réintégrés ! D'autre part nous continuerons à faire fonctionner l'outil de travail à notre profit et à celui de tous les travailleurs en lutte.

— Pour l'avenir nous avons décidé en AG d'une attitude commune à avoir lors des prochaines négociations : d'abord que la délégation qui rencontrera Ozanne soit élue en AG, ensuite que la tâche de la délégation soit seulement d'enregistrer les propositions d'Ozanne, enfin que les décisions et les réponses à donner à Ozanne soient prises en AG.

L'outil de travail au service de la lutte



Une affiche tirée par les grévistes de CARON-OZANNE pour les grévistes du PARISIEN LIBÉRÉ

UNE OCCUPATION D'USINE PAR JOUR DEPUIS UN MOIS

« Il y a sûrement en France, en ce moment, sur le plan social, une assez grande nervosité entretenue par des séquestrations de cadres et des occupations d'usines ». C'est Ceyrac, président du CNPF qui fait ce constat dans le dernier numéro du « *Nouvel Economiste* ». Pourtant, il ne se déclare pas inquiet outre mesure : « Il n'est pas étonnant qu'il y ait ici ou là des « accidents » sociaux. Mais je ne crois pas que ces « accidents » sont de taille à se propager et à provoquer des dérapages considérables ».

Beau mélange de lucidité et de cynisme : le patronat prend acte de la multiplication des conflits dans des formes de plus en plus radicales, mais il table sur la division des directions réformistes du mouvement ouvrier et surtout sur leur refus commun d'offrir le moindre débouché aux luttes ouvrières avant les élections de 78.

Il n'est pas impossible cependant qu'il ait quelques surprises. A force de tirer sur la corde...

Voici une liste d'usines occupées, de séquestrations et d'actions dures (barrages de routes, occupations de lieux publics) qui ont eu lieu depuis un mois. Elle ne comprend que les occupations qui ont commencé durant le mois dernier. N'y figurent donc pas les entreprises occupées déjà depuis de longs mois (Caron-Ozanne, CIP, Bretoncelles) ; on n'y trouvera pas non plus les entreprises où se sont déroulées des luttes importantes, mais sans occupation (Rhône Progil, Pont-de-Claix, etc.).

Telle qu'elle est, elle est probablement incomplète. Elle reflète pourtant bien l'impressionnante combativité, et la radicalisation qui se manifestent dans les luttes locales aujourd'hui.

SEPTEMBRE

LE 22

— **Sim (Solex)** à Limay : occupation pour 150 frs pour tous 300 salariés.

— **Lourdelet** (Aubervilliers) : occupation de la cartonnerie contre les licenciements

— **Thriet-Cattin** (La Baule) : occupation des ateliers contre les réductions d'horaires

— **Idéal-Standard** (Dôle) grève avec occupation contre les menaces de licenciements

LE 23

— **Sicna** (St Malo) : occupation de l'usine mise en liquidation judiciaire

LE 24

— **Soretex** (Angers) : séquestration de la direction dans ses bureaux et occupation de l'usine

— **Guinard** (Chateauroux) : occupation pour les salaires

— **Sulzer** (St-Ouen) : occupation contre les réductions d'horaires avec pertes de salaires

LE 25

— **Valdrome** (Valence) : en grève avec occupation depuis un mois, les ouvriers séquestrent leur directeur pendant 6 heures

— **Compresseurs frigorifiques de Monthuel** (Lyon) : séquestration du chef du personnel, des directeurs du département, et occupation de l'usine

— **Idéal-Standard** (Aulnay) : blocage de l'autoroute B3 pendant une heure par les grévistes

— **Casino de Paris** : occupation des locaux pour 24 heures par le personnel du théâtre

— **TRT** (Brive) : séquestration du directeur

LE 26

— **Petercem** (Lyon) : grève illimitée avec occupation

LE 28

— **Usson du Poitou** (Vienne) : occupation de la mairie par une centaine de paysans travailleurs contre des licenciements d'ouvriers agricoles

LE 29

— **Biscuiterie Nantaise** : occupation des trois usines de Compiègne et de Nantes pour 100 frs d'augmentation

— **Giffer et Barbeza** (Lyon) : occupation pour les salaires et les classifications

— **Lozai Babcock** (Marseille) : barrage de la départementale 20 contre les licenciements

LE 30

— **Mobb Global Horizons 2000** : occupation du dépôt par les employés du magasin

— **Ottawa** (Soissons) : occupation contre les licenciements, 174 travailleurs

— **Sancar** (Paris) : occupation pour les classifications, les salaires, les conditions de travail, 70 ouvriers

— **Mas** (Bort les Orgues) : occupation de l'usine pour les salaires, 500 personnes

OCTOBRE

LE 1^{er}

— **Antec France** : occupation à Villeurbanne (250 travailleurs) et à Chassieux (100) à l'annonce de licenciements et de réductions d'horaires

— **Poclain** (Crépy en Valois) : séquestration du directeur et d'un de ses proches dans son bureau

LE 2

— **Sovirel** (Bagneaux) : occupation de l'usine pendant 24 heures par 1500 travailleurs contre les licenciements

LE 3

— **Idéal-Standard** (Dammarie-les-Lys) : occupation contre la fermeture de l'usine, 750 personnes

— **Garage Simca** (Lorient) : grève avec occupation sur les salaires et réparations gratuites

— **ATO-Chimie** (Gonfreville) : occupation de la Chambre de Commerce du Havre

— **Sovirel** (Bagneaux) : barrage de la nationale 7 pendant une heure par 1000 travailleurs

— **Rossi** (Paris) : occupation de l'imprimerie menacée de fermeture

LE 4

— **Charmille** (Annemasse) : occupation des locaux contre licenciements et réductions d'horaires, 300 personnes

LE 6

— **Le Parisien** (Paris) : occupation de Notre-Dame par plusieurs centaines de grévistes

— **France Hydraulique application** (Molsheim) : grève avec occupation

— **Bois Déroulés Océan** (Rocheport) : occupation de la mairie pendant une heure

LE 7

— **Sovirel** (Bagneaux) : barrage de la nationale 7 et de l'autoroute A6 pendant une heure par 1.000 travailleurs



— **garage Citroën** (Lorient) : grève avec occupation et réparations gratuites

— **Gégé** (Moingt) : occupation pour 15 % d'augmentation et le 13ème mois, 370 travailleurs

LE 9

— **Bléreau** (Châtelleraut) : séquestration d'onze cadres de l'usine jusqu'à 2 heures du matin

— **Ernauld-Somua** (Moulins) : occupation pour 200 francs pour tous et les 40 heures

— **Comsip** (Rueil) : occupation à l'annonce de 750 licenciements

— **Style Meusieu** (Verdun) : occupation de la fabrique de meubles par 70 ouvriers licenciés

LE 10

— **garage Renault** (Limoges) : les grévistes entament les réparations gratuites pour les clients

— **Aéroport de Roissy** : blocage de vol inaugural de l'Airbus par les grévistes

— **Le Havre** : occupation de la propriété de Bettencourt, président du Conseil régional par des travailleurs de Boussac, Bolbec, Ato-Chimie

— **Hélio-Cachan** (Chilly-Mazarin) : investissement de l'hippodrome d'Evry pendant la course du tiercé par les grévistes de l'imprimerie

LE 11

— **comptoirs pharmaciens de Savoie** (Chambéry) : occupation contre les licenciements

LE 12

— **Ato-Chimie** (Le Havre) : occupation du paquebot « France » amarré dans la zone industrielle portuaire par les grévistes d'Ato en manif

LE 13

— **Dupré** (Verdun) : grève avec occupation à la suite du suicide d'une ouvrière de l'usine

LE 14

— **Sotrimec** (Saint-Nazaire) : occupation de la Chambre de Commerce

— **Idéal-Standard** (Aulnay) : occupation de l'usine menacée de fermeture, 950 salariés

LE 15

— **Marseille** : occupation des locaux du patronat de la métallurgie par des travailleurs de Griffet, Lozay, Babcock et Speci (entreprises menacées de fermeture)

— **Nemours** : occupation de la mairie par 1500 travailleurs de Sovirel et de Quartz Silice

LE 16

— **Imprimerie de France** (Choisy-le-Roy) : occupation de l'usine menacée de fermeture, 110 travailleurs

LE 17

— **Parisien Libéré** (Paris) : occupation pendant 8 heures de la Porte Saint-Denis

— **Seregi** (Paris) : occupation de l'entreprise menacée de fermeture ; le directeur est retenu « en garde à vue »

LE 21

— **Rhône-Poulenc** (Vitry) : séquestration du chef du personnel pendant une journée

— **Prodilog** (Seine et Marne) : occupation de l'usine contre les licenciements

LE 22

— **Sovirel** (Bagneaux) nouvelle grève de 24 h avec occupation



C.G.T.

F.T.T.L.

F.S.M.

Les travailleurs, en lutte, de l'entreprise

Le Parisien

SPÉCIAL GRÈVE

Numéro
spécial

TRACTÉ ÉDITÉ PAR LES OUVRIERS EN GRÈVE DU « PARISIEN LIBÉRÉ »

Admettre ou refuser la loi de la jungle :

L'AFFAIRE DE TOUSUne l'unité
de Paris
de page 4La Porte Saint-Denis occupée par les
travailleurs du « PARISIEN LIBÉRÉ »

GRANDIN : ELLES ONT GAGNÉ !

**VERDUN :
APRÈS LE SUICIDE D'UNE
OUVRIÈRE**

Verdun, zone industrielle; l'usine Dupré est un immense bâtiment sans fenêtres: 260 femmes y fabriquent des sous-vêtements de la marque « Polichinelle », 260 femmes y subissent cadences infernales et brimades toute la journée, sous la lumière crue des néons... pour des salaires qui dans la moitié des cas, sont inférieurs au SMIC!

Il y a 15 jours, une ouvrière se suicide! Les conditions de travail l'ont conduit jusqu'au bout de la dépression. Pour ses camarades ce suicide devient un détonateur: la grève démarre avec le soutien de la section CGT, une manifestation parcourt la ville, au terme de laquelle l'occupation de l'usine est décidée pour obtenir la suppression des cadences et la salaire minimum à 1700 frs. La grève continuera, face à l'intransigeance patronale, immédiatement se pose la nécessité d'aller plus loin dans la lutte, de mener une grève active en redémarrant la production pour vendre et se payer.

Correspondant
le 21/10

C'est fait. Les travailleurs du Parisien Libéré ont tiré sur les presses de l'entreprise occupée un numéro pirate, reprenant la même présentation, le même en-tête que le torchon officiel d'Amaury. Diffusé à 1 million d'exemplaires, jeudi matin dans toutes les gares de Paris et dans la Région Parisienne, il fait le point de la lutte des travailleurs du P.L.

après huit mois de conflit et donne des échos sur d'autres luttes: Grandin, PTT, Banques, etc...

Nous saluons cette remise en marche de l'outil de travail au service de la lutte, qui reprend une idée défendue et mise en pratique de longue date par les grévistes de Caron-Ozanne. On peut toutefois, regretter qu'elle soit si tardive,

**CONFORAMA
A NOUVEAU
LES MILICES
ET LES
CHIENS**

Parce que les employés de l'hyper-marché du meuble de Garges les Goneses, Conforama, refusent de travailler le dimanche, parce que pour le patron la rentabilité passe avant le repos des travailleurs, une milice de gros bras accompagnée de chiens policiers a été envoyée contre le piquet de grève. Après avoir blessé 5 grévistes, le commando s'est réfugié dans le magasin. Mais l'opération s'est retournée contre les agresseurs: sur décision municipale le magasin est désormais fermé le dimanche.

**SANCAR
C'EST
ENCORE LE
XIX^È SIÈCLE**

A Sancar, fabrique de meubles métalliques dans le XX^è arrondissement, c'est encore le XIX^è siècle: paternalisme, salaires en dessous du SMIC, locaux insalubres, toits percés, vieilles machines... Depuis le 30 septembre les 70 salariés, français et immigrés, soutenus par la section CFDT, sont en grève pour l'augmentation des salaires, et de meilleures conditions de travail. Un bal de soutien a lieu dimanche à la MJC, près du métro porte de Bagnolet à 15 H.

Une rentrée de lutte dans les CET

Depuis la rentrée de nombreuses grèves ont éclaté dans les CET contre la pénurie et pour la liberté d'expression. Certaines ont cessé comme à Argenteuil, d'autres continuent comme à Villiers le Bel, d'autres enfin ne font que commencer comme à Sartrouville. Nous essaierons dans les prochains numéros de ROUGE de rendre compte de ces grèves, d'expliquer quel est le travail militant et quel sont les projets des collégiens regroupés avec la LCR autour du journal Technique Rouge.

Aujourd'hui nous donnons un compte rendu de la grève de Pontoise, certainement la plus forte et la plus significative de cette rentrée: significative par l'unité réalisée entre élèves, profs et parents d'élèves, significative par l'organisation autonome des élèves avec des mots d'ordres spécifiques, des commissions, un SO à la manif, significative enfin par les formes de lutte, manifestation en direction de la préfecture et par l'unité avec les autres CET en lutte de la région.

GREVE VICTORIEUSE A PONTOISE

Lundi 13 octobre: la grève des élèves part des classes ou le manque de professeurs est criant. Une manif est organisée à l'intérieur du CET avec banderoles et pancartes réclamant des profs, la liberté d'expression et la mise en place effective d'un foyer. Cette manif change l'ambiance, de nombreuses autres classes rejoignent les grévistes et c'est plus de 300 élèves qui se réunissent sous les préaux scandant leurs revendications.

Mardi: les profs des sections SNEPT-CGT, SNEP et SGEN-CFDT se mettent en grève de solidarité pour épauler effectivement les élèves face à une répression éventuelle de l'administration. Cette journée voit fleurir des commissions, des groupes de travail dans tout

le CET. Telle commission prépare les articles pour la presse, tel groupe fait une collecte, tel autre prépare les banderoles en vue de la manif de jeudi. Devant un tel mouvement, nouveau par son ampleur et la capacité des collégiens à s'organiser, l'administration traite les profs d'agitateurs, les élèves de rigolos, en un mot s'affole. Elle organise une réunion, invitant en premier lieu les profs non grévistes (pour la plupart du SNETAA) afin de donner « une information objective ». Cette réunion à laquelle participent les profs grévistes à la demande des élèves, tourne à la débâcle pour l'administration, bien obligée de reconnaître les faits, c'est à dire qu'il manque non pas un seul prof, mais au moins cinq!

Jeudi: la manifestation élèves, profs et parents regroupe près de 600 personnes. Elle est organisée avec le CET de St Ouen l'Aumône en grève sur les mêmes problèmes et montre le niveau élevé d'organisation atteint par les collégiens: certains font le SO, d'autres distribuent des tracts à la population. Les collégiens vont à la préfecture et demandent à y être reçus. La préfecture fait savoir que seule une délégation est autorisée. Les manifestants en décident autrement, c'est à dire d'être tous ensemble la délégation. Un cordon de police reçoit les élèves à la préfecture, ceux-ci organisent un sit in devant les flics pour montrer leur détermination.

Vendredi: « L'Echo de Cergy-Pontoise »,

journal local, rend compte de la grève et de la manifestation sur la moitié de sa première page. La presse nationale s'en fait aussi l'écho.

Le bilan de la grève constitue une victoire complète tant sur la salle de réunion qui est accordée aux élèves que sur la nomination de profs. Les collégiens ont compris que la lutte a payé. Maintenant ils veulent continuer l'action pour la satisfaction d'autres revendications et la garantie de la liberté d'expression ainsi que pour épauler le CET d'à côté, qui lui n'a pas encore gagné. Les collégiens ont senti la nécessité de s'organiser d'une façon durable et unitaire.



LA CFDT ET LE PORTUGAL

A défaut de faire choir nécessairement les princes, la révolution fait au moins tomber les masques, disait Marat. Nouveau sérum de vérité, elle contraint ceux qui s'y frottent à tenir le langage de leurs vraies intentions, quelque soit le radicalisme dominical de leurs propos.

Il en va ainsi du bureau national de la CFDT face à la révolution portugaise.

Ses positions ont été exposées dans plusieurs éditoriaux et dans un substantiel dossier de 8 pages (« Spécial-Portugal », Syndicalisme-Hebdo n°1563)

Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles jurent avec les professions de foi enflammées que les dirigeants cégétistes consacrent, par temps calme, à l'autogestion socialiste. Il s'agit, malheureusement, bien au contraire d'un appui à peine bougon apporté à Mario Soarès.

Soutien à Soares

L'analyse proposée à cet égard dans le « Spécial-Portugal », est caractéristique : la direction de la CFDT caractérise la PSP comme « une formation qui proclame haut son attachement à une forme de socialisme à visage humain, mais dont la pratique est loin d'être sans ambiguïté ». S'il y a une chose malheureusement, qui est totalement dépourvue d'ambiguïté au Portugal, c'est bien l'orientation et la politique du PSP : orientation et pratique clairement contre-révolutionnaire toute entière tendue vers le rétablissement de l'ordre bourgeois, la marginalisation des commissions de travailleurs, la restauration de l'état, la pause et le reflux de la révolution. De cette orientation proclamée à son de trompe par Mario Soarès dans cent mille discours (et de cette pratique (quotidiennement relatée par la presse internationale) le bureau national ne dit rien.

Le principal reproche qu'il adresse à la direction socialiste, c'est de ne pas être claire sur son projet de société ! Comme si Mario Soarès n'avait pas indiqué clairement d'où il puise son inspiration ! Comme s'il ne montrait pas clairement tous les jours qu'il travaille à l'instauration d'une version portugaise des « projets de société » de Willy Brandt et d'Harold Wilson !

Cette complaisance de la direction confédérale envers la direction du PS entraîne évidemment un soutien politique. En conclusion du dossier de Syndicalisme-Hebdo, l'accent est largement mis sur la défense des libertés au Portugal, menacées par les « avants-gardes à visées hégémoniques » qui ne respectent pas la volonté populaire et cherchent à imposer aux masses la volonté d'une minorité. Pour que tout soit tout à fait clair, Jeannette Laot adjure dans un éditorial que **soit respecté le jeu démocratique et qu'il soit tenu compte de la volonté populaire, telle qu'elle s'est exprimée lors des élections à l'assemblée constituante**... (Syndicalisme-Hebdo n° 1562)

commissions de travailleurs ? connais pas !

Aussi significatif, sinon plus, que ces prises de position sont les silences. Dans les 8 pages que compte le dossier Portugal, pas une fois il n'est question des commissions de travailleurs, de Moradores, de soldats /sinon dans une vague allusion sur le danger que représenterait « un recours au spontanéisme en guise de démocratisation de l'état ».

Alors que la direction confédérale ne jure que par « l'autogestion » et le « contrôle ouvrier », elle ne discerne ni l'un ni l'autre, dans un pays en révolution où la plupart des entreprises sont sous contrôle des travailleurs et où le mouvement d'auto-organisation des masses a atteint un niveau sans précédent en Europe depuis la fin de la guerre. On chercherait en vain, dans « Syndicalisme Hebdo » la relation des principales expériences de contrôle ouvrier au Portugal. Les champions du socialisme autogestionnaire sont aveugles et sourds aux manifestations concrètes du mouvement d'auto-organisation des masses portugaises. Tout cela jette un jour très cru sur le sérieux de leurs dissertations : il faut relire, à la lumière de l'expérience portugaise, le chapitre VII du livre de Maire et Julliard (La CFDT d'aujourd'hui — vers le socialisme autogestionnaire) pour comprendre ce qu'est un rideau de fumée.

pas d'accord

L'alignement du bureau confédéral sur la social-démocratie européenne n'a heureusement pas fait l'unanimité de la CFDT, loin de là !

Trois fédérations ont d'ores et déjà marqué leurs distances dans la rubrique « colonnes ouvertes » de « Syndicalisme Hebdo », consacré à la discussion.

Dès juillet 75, la **Fédération des Banques** relatait, dans une tribune libre, l'expérience de contrôle ouvrier dans les banques portugaises. Elle

dénonçait « la voie que préconise Mario Soarès, l'ouverture sur l'Europe de l'Ouest », voie qui conduit le PS « à s'opposer non seulement aux communistes, mais aussi aux tentatives pour créer un pouvoir des travailleurs ». Elle marquait sa préférence pour « une solution de type « tiers-mondiste », avec un modèle de croissance original et des relations économiques privilégiées avec les pays nord-africains et africains ». Elle prenait position pour « des organes tels que conseils d'entreprises, de quartiers, où les divers courants populaires pourraient s'exprimer, débattre, se confronter, et qui élèveront le niveau d'intervention populaire ».

Les 3 et 4 septembre, la Fédération des PTT se prononce pour un texte plus critique vis-à-vis du PS portugais que celui des Banques : « La direction du PSP, écrit-elle,

a pris de lourdes responsabilités, en utilisant son succès électoral et son crédit international pour une campagne anti-communiste dans laquelle la bourgeoisie et la hiérarchie de l'église se sont engouffrées... Le Parti Communiste portugais apparaît comme un élément indispensable à la préservation des acquis de la jeune démocratie et à la poursuite du processus révolutionnaire. Mais sa volonté d'instaurer le socialisme par le sommet et pour y parvenir, sa tentative d'occuper les différentes instances de l'appareil d'Etat, de l'information et du mouvement syndical, outre que cela conduit à instaurer un socialisme centralisé et bureaucratique, donne prise à la campagne anti-communiste qui sévit encore aujourd'hui ». La Fédération des PTT affirme par ailleurs que « le développement du pouvoir à la base au travers des commissions de travailleurs dans les entreprises, de commissions de quartiers ou de localités dans les villes et les campagnes peut conduire à un véritable contrôle ouvrier et populaire ». Toutefois : « Si le socialisme ne peut être octroyé d'en haut, il ne surgira pas non plus spontanément par la simple addition de conseils de travailleurs... Il y a nécessité d'articuler l'existence d'un pouvoir assuré au niveau de l'Etat avec la nécessaire intervention politique des masses populaires, ouvrières et paysannes ».

Enfin, la Fédération Santé, affirme que « La coordination des comités de travailleurs, de moradores, de quartiers, de soldats, constitue la garantie pour préserver les premiers acquis de la révolution (nationalisations, occupations des terres, liberté de s'organiser, mise en place du contrôle ouvrier...) Elle constitue également la trame nécessaire de la construction du pouvoir des travailleurs. Le 6^e gouvernement à la majorité PSP-PPD ne peut constituer ce pouvoir » (Syndicalisme Hebdo N° 1570).

Face à ces réactions — et à bien d'autres (Hacuitex, Bâtiment, etc...) le Bureau National noie le poisson : il consent à se démarquer d'avantage du PSP et à évoquer les commissions de travailleurs. Mais dans un saligmondisme en 10 points qui revient à confirmer ses positions initiales (Syndicalisme Hebdo N° 1566). Le débat s'ouvre donc dans la CFDT. Par delà le soutien à la révolution portugaise, c'est le problème de la stratégie révolutionnaire en Europe qui se trouve concrètement posé. A travers ce débat, c'est l'expérience accumulée par le mouvement ouvrier portugais, expérience d'auto-organisation, d'autodéfense, de contrôle ouvrier, qui peut et doit être assimilée par les militants français.

Henri Weber

LE VI^e GOUVERNEMENT EN MAUVAISE POSTURE

Au fil des jours, le sixième gouvernement provisoire, mis en place après la crise de l'été, se révèle bien fragile. Ses deux opérations-clés sur les organes d'information et sur l'armée « pour rétablir l'ordre, l'autorité et la discipline » semblent tourner à l'échec.

L'émetteur de Buraca, occupé mardi 21 octobre par 10.000 manifestants (dont un millier de soldats) permet à Radio-Renaissance d'émettre à nouveau de la musique, en attendant la fin des réparations causées par le sabotage des commandos d'Amadora qui muselaient la station révolutionnaire depuis le 30 septembre.

la reconstitution d'une force de répression

Faute de pouvoir réaliser ses vastes projets de remise en ordre immédiate de l'armée et des moyens d'information, pour s'attaquer ensuite aux luttes ouvrières, le gouvernement actuel pare cependant au plus pressé en tentant de remettre sur pied une nouvelle force de répression « au service de la loi et de l'ordre ».

Puisque l'armée se révèle peu propice au maintien de l'ordre, le gouvernement choisit de construire à côté de cette armée dont les plans de professionnalisation sont toujours dans les tiroirs de la hiérarchie militaire, une seconde armée dévouée à la cause capitaliste. L'AMI (groupe militaire d'intervention), après le refus d'intégration des unités militaires qui y étaient originellement affectées, embauchera pour 8000 escudos par mois (environ 1500 F) des mercenaires, pour la plupart anciens d'Angola. A titre de comparaison, un soldat touche actuellement 250 escudos par mois (environ 40 F). La PSP (Police de sécurité publique) et la GNR (Garde nationale républicaine) sont à nouveau équipées de mitraillettes G3 et leur commandement est confié à des militaires bien dans la nouvelle ligne de « rétablissement de l'autorité et de la hiérarchie », après que le général Pinto Freira, mis en place après le 11 mars ait été limogé de ses responsabilités à la tête de ces deux corps qu'il était censé « démocratiser ».

Si la combativité ouvrière et populaire persiste à mettre en échec les plans de la bourgeoisie, il n'est pas douteux qu'une troisième armée viendra renforcer la seconde. L'ELP et le MDPL de Spínola en entraînent déjà les premiers détachements, sous l'œil bienveillant de la hiérarchie réactionnaire qui ne se cache même plus pour les aider. Le général pires Veloso, toujours lui, s'est ainsi permis de faire débloquer les comptes en banque de quelques patrons compromis dans les sabotages et attentats fascistes, afin que ceux-ci puissent en disposer pour continuer à compléter de l'autre côté de la frontière.

la légalisation des SUV ?

Mais toute la hiérarchie militaire n'a pas tous ses œufs dans le même panier. Alors que des officiers réactionnaires comme Charais, le commandant de la région militaire du Centre, parlent maintenant ouvertement de « confrontation armée pour en finir avec le désordre », d'autres, plus « politiques » comprennent qu'un nouveau 11 mars, étant donné l'état actuel du rapport de forces civil et militaire, tournerait probablement à la catastrophe pour ce qui reste du MFA en

provoquant, comme le premier, un nouveau pas en avant du mouvement de masse et pourrait cette fois aboutir à l'armement généralisé des travailleurs. Ce secteur là de la hiérarchie (Fabiao, Otelo, certains parmi les neuf) préfèrent jouer encore de la carotte. Devant le développement massif des SUV, ils commencent à proposer leur légalisation. Ils espèrent, par ce biais, réintégrer graduellement le mouvement de soldats dans le giron de l'armée et aussi s'en servir comme d'une force de pression au service de leurs propres positions dans la hiérarchie de l'armée et du MFA. C'est ainsi que doit être compris le voyage de Fabiao à Porto pour rencontrer la commission de lutte des soldats du RASP et ses déclarations en faveur de la légalisation des SUV. Au RASP il jouait sa place de chef d'Etat-Major de l'armée de terre. Avec les SUV légalisés et intégrés, il compte bien ne pas être délogé du Conseil de la Révolution où les places sont chères...

Lundi dernier, les SUV ont tenu une conférence de presse pour refuser net les avances de Fabiao, Carvalho et consorts auxquels la direction du PCP est venue prêter main forte en réclamant « le retour des militaires révolutionnaires au Conseil de la Révolution ». Cette prise de position des SUV s'imposait d'autant plus que la direction du PCP, après bien des hésitations, a tenté de détourner les SUV à son profit en organisant dans les villes du Sud — où il est le plus influent — (Faro, Beja, Evora) des manifestations appelées par les « SUV » sur les mots d'ordre nationaux des SUV auxquels étaient discrètement collés des « MFA-Peuple » et autres choses du même genre. Les SUV réagirent en intensifiant la mobilisation pour les commissions de soldats élues et révocables dans toutes les casernes et indépendamment de toute structure hiérarchique de l'armée ou du MFA (Assemblée des délégués d'unité). Aujourd'hui, leur audience est plus large que jamais et provoque le ralliement du PCP et des maoïstes de l'UDP qui en étaient restés à l'écart.

A la conférence de presse, les représentants du secrétariat du SUV rendaient public un document où on pouvait lire : « Notre plate-forme est une claire plate-forme de lutte de classe, qui cherche à unir tous les soldats autour de la défense de leurs intérêts, contre la réaction dans les casernes, contre la discipline militariste qui constitue la charpente d'une armée qui a été utilisée dans la guerre coloniale et qui, sous beaucoup d'aspects, n'a pas changé. Nous n'entrerons jamais dans le jeu des intérêts de cliques ou de secteurs de l'armée professionnelle. Mais nous sommes toujours prêts à accueillir dans nos rangs tous les soldats, sergents et officiers révolutionnaires ».

combativité mais dispersion

Le gouvernement est en mauvaise posture. La droite lui retire sa confiance et se regroupe autour de solutions radicales dont Sa Carneiro, le secrétaire général du PPD est le porte-parole actuel ; et les travailleurs en civil et sous l'uniforme ne lui ménagent pas les coups. Et pourtant il tient toujours, même si c'est pour peu de temps. C'est qu'en face du gouvernement et de la bourgeoisie, les forces sont encore dispersées. Certes, les assemblées populaires se multiplient, de nombreuses commissions de travailleurs et de moradores se coordonnent, les premières commissions de soldats ont appelé ensemble à soutenir Radio-



Photo Adja

Renaissance et se retrouvent ce vendredi à l'assemblée du RASP. Mais une centralisation réelle des organes de pouvoir ouvrier est populaire est encore loin d'exister. Son absence donne un sursis à la bourgeoisie et permet aux appareils réformistes de manœuvrer pour mieux contrôler les commissions de travailleurs et de moradores à leur profit politique. Le PCP impulse par exemple une coordination des commissions de la ceinture industrielle de Lisbonne qui convoque une manifestation ce jeudi 23 octobre, coordination à laquelle le MES répond par la sienne, restreinte à 24 commissions de la capitale sous le signe TUV (travailleurs unis vaincront). Cette dispersion que les militants doivent tout faire pour surmonter est un danger réel. Elle divise les forces du mouvement ouvrier et populaire, répand le sectarisme parmi les travailleurs avancés envers l'initiative « partidaria des autres » et facilite, en dernière instance, les manœuvres bourgeoises et réformistes de recomposition d'un pouvoir d'Etat stable, auquel les commissions de travailleurs de l'industrie et de la campagne, de moradores, de soldats et les conseils de village ne fournissent encore aucune alternative de masse, unitaire et centralisée.

Il existe aujourd'hui des commissions de soldats élues dans les casernes suivantes :

Dans l'aviation :
GDACI (Groupe de détection d'alerte, de contrôle et d'interception, à Mosanton près de Lisbonne)
RIAB (Régiment d'intervention aérienne de Béja, dans le Sud du pays)

Dans la marine :
Fort d'Almada (sur la rive sud du Tage, en face de Lisbonne)

Dans l'armée de terre :
DGA (division générale de l'armement, près de Lisbonne)
Académie militaire (près de Lisbonne)
RASP (Régiment d'Artillerie de Sevrá do Pilar, sur la rive nord du Douro, en face de Porto)
RALIS (Régiment d'artillerie de Lisbonne)
RPM (Régiment de police militaire de Lisbonne)
EPSM (Ecole pratique de service du matériel, à Sacavem au nord de Lisbonne)
EPTM (Ecole pratique de transmissions, dans la banlieue nord de la capitale)
RIOQ (Régiment d'intervention opérationnelle de Queluz, à l'ouest de Lisbonne)

un septième gouvernement provisoire

C'est bien cette situation contradictoire de combativité et d'éparpillement qui autorise les discussions actuelles autour d'un septième gouvernement qui ne devrait pas tarder à voir le jour. Deux hypothèses se présentent. Un gouvernement civil ou militaire accentué à droite ; mais on voit mal comment il parviendrait à mater l'hostilité que son prédécesseur a déclenché. Un gouvernement militaire « de gauche » (Vasco Gonçalves-Melo Antunes, par exemple), mais son équilibre serait vite compromis par l'offensive de la droite et la réaction du PS écarté du gouvernement. Enfin, et c'est l'hypothèse la plus probable, un gouvernement au centre de gravité PS-PCP, avec ou sans participation minoritaire du PPD — auquel Soares tient beaucoup pour « réaliser l'unité nationale » et respecter la volonté populaire exprimée le 25 avril, lors des élections. Un tel gouvernement trouverait sa légitimité « révolutionnaire » dans un Conseil de la Révolution où les gonalvistes referaient leur entrée.

Ce gouvernement, en apparaissant « à gauche » du précédent, pourrait plus facilement tenter, à l'aide d'une phraséologie sur le « processus révolutionnaire », de persuader les travailleurs, ou au moins une partie notable d'entre eux qu'il faut « gagner la bataille de la production » et « faire des sacrifices pour garantir les conquêtes de la révolution ». Il pourrait de plus essayer de s'appuyer sur le crédit des deux grands partis ouvriers (PS et PCP) pour isoler les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière qui leur échappent largement pour, à terme, réprimer les éléments en pointe. Enfin, et ce n'est pas du moindre intérêt pour la bourgeoisie, il manifesterait rapidement son incapacité à résoudre les grands problèmes sociaux et économiques qui assaillent le pays, et se déconsidérerait aux yeux de larges masses, autorisant ainsi la droite à une contre-offensive militaire et politique manipulant, comme dans les derniers mois de l'Unité populaire chilienne, la démolition et le mécontentement des travailleurs contre le « socialisme » incarné par les directions des partis réformistes.

La mobilisation actuelle des travailleurs dans les usines, les champs et les casernes ouvre pourtant une autre perspective : celle de la convocation d'une Assemblée populaire nationale des délégués des commissions de tout le pays pour défendre les conquêtes des travailleurs, les protéger par l'armement du prolétariat et les étendre de façon irréversible.

Il nous reviendra alors, partout en Europe, de tout faire pour que ce premier gouvernement des travailleurs sur notre continent ne soit pas provisoire mais ouvre la voie à d'autres en Espagne, en Italie, en France...

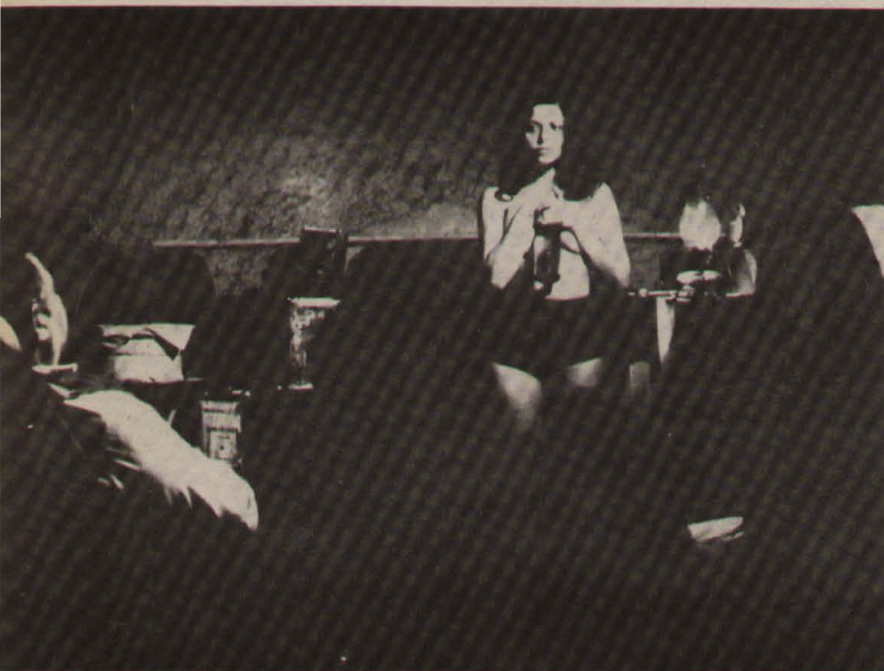
le 22 octobre
Charles Michaloux

Cette
semaine

DANS L'OBJECTIF



des films



voyage des comédiens de Théo Angelopoulos

LE VOYAGE DES COMÉDIENS

Depuis quelque temps on est habitué à voir des films qui dépassent la sacro-sainte heure et demie standard ; toutefois ici, trois heures cinquante, cela paraît long. Si l'on ajoute à cela que l'auteur et les comédiens sont encore inconnus du public français, que le thème et le style du film sont audacieux et insolites, on s'apercevra bien vite que le *Voyage des comédiens* risque fort de se ramasser un bide. Ce serait bien dommage : c'est l'un des rares films pour lequel on n'hésite pas à parler de chef-d'œuvre ; comme toute œuvre qui apporte réellement quelque chose de nouveau, il a des filiations — et il requiert cependant de la part du spectateur une certaine préparation.

Les filiations sont honorables : Théo Angelopoulos admire visiblement le Ruy Guerra de *Les dieux et les morts*, les films de Jancso ; à mon sens, il transcende nettement ses modèles. Son originalité vient de ce qui fait la longueur de son film : un sens très théâtral de la mise en scène (sans que cela soit entendu dans un sens péjoratif : Visconti, Welles, Kazan, font de la mise en scène « théâtrale » et aussi le Aldrich de *Vera Cruz*, rappelez-vous comme chez Angelopoulos, les gens « rentrent » et « sortent » de l'écran, à gauche ou à droite, comme d'une scène) et la volonté de prolonger chaque plan jusqu'à sa conclusion, sans « Couper », en gardant un temps suffisant pour que le spectateur sente ce déroulement. La surprise causée par ce parti-pris, au début, peut déconcerter, voire, si l'on n'est pas prévenu, ennuyer : il faut au contraire accorder toute son attention aux « longueurs »

d'Angelopoulos, c'est pendant ces instants que passent, souvent, des années.

En effet, le sujet du film est la vie d'une troupe de comédiens, en Grèce, entre 1939 et 1952. Il se réfère sans cesse aux événements historiques de cette époque : la guerre italienne, l'occupation allemande, les maquis, l'armée anglaise, la guerre des partisans, la répression, l'armée américaine. Le spectateur français qui connaît mal cette histoire risque de passer à côté de l'originalité du film : si dans un plan l'on voit des jeunes monarchistes réclamer le retour du roi (après le désarmement des partisans, en 1946) puis, dans le même plan, sortir de la salle du bal, errer dans les rues, rejoindre une place où se tient un meeting électoral pour Papagos, la longueur du plan est justifiée par le fait que l'élection de Papagos, c'est... 1952.

Je parlais de l'« originalité » du film : ce n'est en réalité pas la seule. Dans une structure extrêmement savante, Angelopoulos réussit à intégrer un morceau d'histoire contemporaine (tabou jusqu'ici pour le cinéma grec), une méditation sur le spectacle et le théâtre (à travers la pièce que la troupe représente, toujours interrompue par un événement extérieur), un rappel du mythe des Atrides (les règlements de compte à l'intérieur de la famille de comédiens). Le rôle important des chansons et de la musique vient renforcer le côté théâtral de ce film, dont on oublie vite la relative pauvreté de moyens (il fut commencé sous les colonels, achevé ensuite) et qui nous frappe au cœur et à la tête avec la même force, avec la même ambition que cet autre objet insolite que fut, voici quelques années, la *Cérémonie*, d'Oshima.

P.L.T.

POUR ELECTRE de Miklos Jancso

De film en film, Miklos Jancso aligne, imperturbable, ses chorégraphies hiératiques, ses personnages isolés dans la plaine hongroise, avec au fond de l'écran des escadrons de chevaux qui passent, le tout filmé en de très longs plans de dix ou douze minutes, où la caméra semble danser autour des danseurs. A la limite le sujet du film n'a plus guère d'importance, guère plus qu'un argument de ballet ; ici, l'histoire d'Electre est stylisée, jusqu'à l'ellipse totale (il est difficile de deviner qu'Egisthe marie Electre). Comme dans *Psaume rouge*, l'on assiste, en conclusion de cette cérémonie cryptée, à une sorte d'allégorie d'une transparence un peu pénible : un hélicoptère rouge vient enlever les héros tandis que le texte chante la gloire de la révolution.

J'avoue rester de glace devant le formalisme lyrique de Jancso ; l'on doit toutefois, même si l'on est insensible, saluer la rigueur et la personnalité d'un artiste qui répudie, de façon aussi provocatrice, toute facilité, qui poursuit avec autant d'opiniâtreté l'accomplissement d'une œuvre aussi personnelle. Il reste piquant de constater combien de tels concepts, typiques de l'idée traditionnelle de l'« art », trouvent parfaitement leur emploi dans la société hongroise d'aujourd'hui.

P.L.T.

D.R.



Pour Electre de Miklos Jancso

LA CHEVAUCHEE SAUVAGE de Richard Brooks

Enfin un bon Western, bien garanti d'origine, non contaminé par le spaghetti, avec tout ce qui fait le charme et la séduction d'un « genre » — tout ce qui nous fait nous retrouver dans un climat connu, au sein d'un univers sans surprise, où les bons sont bons et les méchants méchants, où existent le grand air, l'amitié virile, la loyauté et, naturellement les chevaux, avant toute chose. Clichés, dira-t-on : pas du tout. C'est quand un cinéaste sans talent se borne à mettre en œuvre les caractéristiques trop connues d'un « genre » que ces caractéristiques deviennent clichés, paraissent éculés, stéréotypés ; quand cette mise en place est effectuée par un grand cinéaste, qui se plie aux « règles du genre » sans chercher à briller à leurs dépens, on a la satisfaction de voir un grand western, comme furent ceux d'Anthony Mann, ou parfois ceux de John Ford, John Sturges ou Bud Boetticher. Richard Brooks était plus connu pour un autre type de film (dont la reprise récente de *Bas les masques* avec Bogart donnait un échantillon valable) : le film d'action et de violence, centré sur un « sujet » donné, inscrit dans un certain type de combat démocratique et libéral. L'on se souvient pourtant de son premier western, *la dernière Chasse*, où il peignait le massacre des derniers bisons, la mort des derniers indiens. Plus tard, les *Professionnels* montrèrent comment de sympathiques cow-boys allaient aider, à titre de mercenaires, les révolutionnaires latino-américains. C'est dire que même quand il s'aventure dans le western, Brooks ne délaisse pas ses préoccupations générales ; l'anti-racisme reste une de ses constantes et imprègne aussi *la Chevauchée sauvage*. Outre le bain de grand air et de fraîcheur que procure ce film, il faut aussi signaler la remarquable interprétation de Gene Hackman, qui s'affirme maintenant comme un acteur de tout premier plan.

la



fête rouge

Nous avons d'abord hésité sur les mots : fête, rassemblement, forum, comme pour manifester le souci de ne rien sacrifier, de ne rien oublier, ni les débats, ni le spectacle, ni le meeting...

Nous avons craint une fête en morceaux et des publics qui se juxtaposent sans se rencontrer, les uns venus pour le rock, les autres pour la chanson engagée, les derniers pour les tables rondes.

Il n'en a rien été. Bien sûr, le public de Feelgood, le samedi soir, ne coïncidait pas au poil près avec celui de Béranger ou avec celui du meeting du dimanche après-midi. Mais, pour l'écrasante majorité, les mêmes se pressaient autour des stands ou au pied des podiums, dans un grand brassage d'opinions, de préoccupations, de goûts différents.

On a senti une harmonie, une confiance, un plaisir d'être ensemble.

Les organisateurs de bals de quartiers connaissent la difficulté de réunir des milliers de jeunes, les bagarres soudaines.

Rien de tel à la « Fête Rouge ».

Dès l'entrée, le service de protection avait pour tâche de discuter avec tous, de convaincre prêt à faire payer une somme symbolique aux plus démunis, mais résolu à les faire payer tout de même, parce qu'il s'agit d'une fête militante et du financement du futur quotidien. Même attitude autour du podium où, en attendant Feelgood, les camarades discutaient inlassablement dans une ambiance survoltée. On était loin du concert de Santana, gardé quelques jours auparavant par des chiens policiers, loin du service d'ordre paramilitaire d'Orange.

La resquille fut dérisoire.

Il n'y eut pas la moindre échauffourée, au grand dam de la presse de droite à sensation.

Dimanche, à 7 H 30, après une nuit de rock ininterrompu, lorsque les plus infatigables commençaient à s'assoupir, alors que plus de 10 000 dormeurs enveloppés de duvet jonchaient le sol, la sono appelait sans pitié à l'évacuation des lieux pour une heure d'opération nettoyage-sécurité. La colonne des dormeurs, ébouriffés, éreintés, se mit en marche.

Et tout vint à son heure. C'est à la fin du récital Béranger que les cinquante mille ballons qui décoraient l'immense halle de la Villette, furent



décrochés spontanément et crêvés après avoir un long moment ondulé au-dessus des têtes.

Nous n'allons pas décrire par le menu ce qu'il fait avoir vu. Disons seulement que la fête a pour l'essentiel, atteint son but. Nous voulions que cette fête soit un peu à sa façon une image, une anticipation du quotidien que nous voulons. Une fête ouverte aux grands phénomènes sociaux de notre temps, musicaux, culturels, politiques. Une fête qui soit une tribune de l'extrême gauche. Une fête qui soit placée sous le signe de l'internationalisme prolétarien. Une fête où puissent se dérouler les débats les plus larges.

Sans pour autant tomber dans la brocante d'extrême gauche, dans les arts ménagers du gauchisme.

Il fallait pour cela que la diversité, la variété, la bigarrure, restent sous-tendue par une certaine unité. Celle que donne à une fête de ce type une organisation révolutionnaire, la trame partout présente de ses militants, le faufilé de ses sympathisants.

Bien des choses ont cloché encore, la plupart du temps par inexpérience. L'infrastructure sanitaire était insuffisante, le débit de la restauration (pour autant assurée par 500 camarades) un peu juste, la programmation souvent touffue et désordonnée.

Il reste cependant que tous ceux qui ont débouché du métro Porte de Pantin, devant la grande halle transformée en vaisseau luMmineux, multicolore, droit sorti d'un tableau impressionniste ou d'un film de Fellini, ont compris l'ébauche de quelque chose de nouveau.

Ils se sont pour la plupart sentis chez eux.



photo du haut : dimanche après-midi devant le podium central pendant le passage de Catherine Ribeiro

ci-dessus : le décrochage des ballons : une partie de la cité femmes

toutes les photos : « Rouge »

PRESSE ET REVOLUTION

Nous publions cette semaine de larges extraits du forum sur la presse qui a réuni et opposé, durant la fête de Rouge, Rossana Rossanda, Ernest Mandel, Jean Daniel, C.M. Vadrot (Canard Enchaîné), Charles Brabant (réalisateur T.V.) des camarades portugais de Radio-Renaissance, de Republica et un camarade de Caron-Ozanne ainsi que notre camarade Daniel Bensaid. Nous reproduisons ici l'essentiel des interventions traitant de la liberté de la presse et de la liberté d'expression dans un processus révolutionnaire et dans une société de transition. Le débat, qui a aussi porté sur les possibilités offertes par les nouvelles technologies sera bientôt publié dans son entier. L'intervention de la camarade Rossana Rossanda sur la lutte contre la division entre travail manuel et travail intellectuel au Manifesto sera publiée comme contribution publique au débat sur le quotidien Rouge.

Nous n'avons pas peur des idées de la bourgeoisie

E. Mandel

Pour mettre les pieds dans le plat, je veux dire que notre désaccord avec Jean Daniel porte non pas sur le principe de la liberté de la presse, mais sur son application concrète au Portugal, mais sur l'appréciation de ce qui était en cause dans ce pays au mois de juin-juillet-août. Jean Daniel et un certain nombre d'observateurs en Europe occidentale ont présenté les choses comme si la bataille était une bataille pour ou contre la liberté de la presse. Nous avons nié cette interprétation. Nous avons dit : ce qui est en cause, c'est une tentative d'arrêter un processus révolutionnaire en orientant la répression contre les phénomènes « anarcho-populistes », ou « anarcho-spontanéistes », condamnés en tant que tels par l'aile droite du MFA et un certain nombre de forces politiques. Nous avons dit : ce qui était au fond l'affaire du Republica, ce qui était au fond la crise du Portugal à ce moment-là, c'était l'appel de Soares, de la direction du parti socialiste portugais et du PCP au MFA pour qu'il chasse par la force armée des ouvriers qui occupent une usine (Republica) faisant ainsi un exemple pour qu'on arrête toutes les occupations d'usines, un exemple pour qu'on rétablisse la « discipline » et « l'ordre » (c'est-à-dire l'ordre bourgeois) dans ce pays. Nous disons : il ne s'agissait pas de la liberté de la presse. Des camarades de bonne foi, ou des politiciens de mauvaise foi ont avalé une couleur, ont accepté une manœuvre politique.

Pour comprendre les événements, il nous faut comprendre d'abord la situation dans sa totalité. L'objet de la confrontation était évident : il s'agissait d'arrêter le processus révolutionnaire et non pas de défendre la liberté de la presse.

Cela dit je crois, et je le dis franchement aux camarades du Republica qui sont derrière moi, qu'ils ont commis une erreur tactique. Ils auraient pu éviter de la commettre et ainsi, ils auraient rendu plus difficile la manœuvre de Soares et de la réaction portugaise.

Au lieu de prendre appui sur le fait que l'entreprise était une entreprise privée, que le propriétaire était un propriétaire privé, capitaliste, et de dire : nous allons instaurer le contrôle ouvrier comme dans n'importe quelle entreprise capitaliste ; ils auraient dû comprendre que c'était un entrepreneur privé assez spécial, membre dirigeant du PS, et que réprimer un patron de cette sorte peut donner l'impression qu'on empêche le parti socialiste de s'exprimer politiquement. Au lieu de refuser d'imprimer Republica, ils auraient dû dire à Monsieur Rego : nous sommes parfaitement d'accord pour imprimer ton journal, à deux conditions : primo que tu nous laisses la liberté d'expression pleine et entière à l'intérieur de ton journal, et si tu ne veux pas à l'intérieur de ton journal en imprimant notre propre journal à côté du tien ; et deuxièmement, pour que tu fasses le blocage total des licenciements, que tu nous donnes un droit de veto sur les licenciements, qu'il n'y aura aucun ouvrier licencié dans l'entreprise.

Je dirai pour terminer que nous devons être absolument conscients du fait, après l'expérience stalinienne, après l'expérience stalino-soviétique des démocraties populaires et de la République populaire de Chine, qu'il y a aujourd'hui en Europe occidentale une énorme méfiance sur la question des menaces qui pèsent sur la liberté démocratique non seulement en général, mais même au sein du mouvement ouvrier ; et nous devons faire de sorte que personne n'ait de doute à ce sujet : une révolution socialiste dans les pays impérialistes est possible et réalisable, non pas en réduisant, mais en augmentant l'ampleur des libertés démocratiques des masses populaires. Ce contre quoi nous sommes, c'est le monopole capitaliste, la répression capitaliste, pas la possibilité de s'exprimer : nous n'avons pas peur des idées social-démocrates ; nous n'avons pas peur des idées petites-bourgeoises ; nous n'avons pas peur même des idées de la bourgeoisie. Nous sommes convaincus de la supériorité des idées communistes, des idées marxistes.

Nous sommes pour engager un débat avec chances égales avec ces messieurs, à condition que soit brisé l'appareil de répression et la domination économique de la bourgeoisie. C'est ça le fond de la révolution socialiste : détruire l'appareil d'Etat bourgeois, exproprier les capitalistes, mais pas empêcher l'expression des idées bourgeoises.

S'il s'agit de nationaliser...

Jean Daniel

Je voudrais répondre immédiatement à Mandel, puisqu'il m'a mis en cause dès le début à peu près comme si j'étais venu devant vous comme devant un tribunal. Je ne m'y attendais pas... Je voudrais lui dire tout de suite que les deux parties de son petit exposé qu'il vient de faire, qu'il me permette de lui dire, mes semblent assez contradictoires ; et je me demande si la première n'est pas simplement que tactique, car sur la seconde, j'applaudis des deux mains.



...j'admets en particulier la différence totale que Rouge a fait entre la liberté de la presse et la liberté d'expression. C'est une différence que j'ai faite mienne. Et s'il s'agit de nationaliser les moyens de production de la presse, s'il s'agit de répandre les moyens d'expression et d'assurer la garantie de cette liberté d'expression, je suis parfaitement en accord avec lui. Mais ne présenter les thèses que j'ai défendues en mentionnant, c'est important, que certaines allusions au détour de la conversation, peuvent induire certaines gens en erreur. Je ne suis pas le représentant d'un parti, je me fiche de M. Soares ou de n'importe qui d'autre. Je n'ai pas donné une interprétation orientée voulant manipuler l'opinion. J'étais au Portugal, j'ai apprécié de manière différente les mesures que vous. J'ai

vécu avec un certain nombre de journalistes portugais. J'en ai rapporté un témoignage comme c'est mon rôle dans un journal d'opinion qui n'est pas un journal militant. Cela dit j'ai donné la parole dans ce journal à ceux qui défendaient une position analogue à la vôtre (...)

Ce dont je puis témoigner, c'est qu'il s'est trouvé un moment au Portugal où le souhait exprimé par Mandel sur la possibilité pour toutes les tendances de s'exprimer, ce souhait n'était pas exaucé. Quels en sont les responsables ? J'en laisse le soin d'en discuter tout-à-l'heure avec lui. Je voudrais dire qu'il s'est trouvé un moment où des tendances, qui selon moi étaient des tendances du progrès, des tendances révolutionnaires, n'ont pas eu accès à la radio, ni à la télévision, ni à la presse. Pour Republica, quoi qu'on pense des administrateurs, c'était la possibilité pour une certaine tendance de s'y exprimer. Que des ouvriers à l'intérieur ne soient pas d'accord, c'est possible. Mais quand Mandel suggère qu'ils auraient du demander la possibilité d'imprimer un autre journal, d'interdire

les licenciements je suis d'accord. Je veux simplement vous faire remarquer qu'il y a une contradiction entre les deux exposés.

Qui décide ? qui censure ?

Rossana Rossanda

Je voudrais poser le problème plus général de la liberté de la presse aujourd'hui.

Je suis d'accord avec ce qui a été fait en 1917 en Russie quand Lénine a dit : l'Etat soviétique prend la propriété de l'industrie du papier et des imprimeries. Et chaque groupe de 10.000 personnes peut utiliser ces moyens. Ce n'est qu'à ce moment-là selon le P.C. soviétique que l'on pouvait garantir une presse libre du joug capitaliste.

L'autre question qui vient après



n'a plus rien à voir avec la liberté de la presse, mais avec la liberté d'expression et, de manière plus générale, à l'ampleur que l'on veut donner dans une société de transition au débat politique. C'est-à-dire que des groupes de droite, groupant 10.000 personnes peuvent-ils avoir accès dans une période de transition à ce droit de la presse ? ou non ? Les contre-révolutionnaires peuvent-ils parler ou non ? Qui décide ? Qui censure ?

Là il faut faire attention à deux choses. Ne soyons pas dupes, personne n'est pour la liberté d'expression totale. La Constitution italienne de 1945 prévoit que l'apologie du fascisme est interdite. C'est une limitation certes, mais une limitation qui, dans mon pays, fait partie des acquis de la conscience civique. Mais nous avons aussi tout l'héritage historique des sociétés de transition, de pays dits socialistes, où la limitation de la liberté de presse ne touche pas simplement l'adversaire de classe mais aussi différents courants révolutionnaires et l'expression de comités de travailleurs en tant que tels. C'est une vérité historique qui a 50 ans. Il serait naïf de ne pas en tenir compte. Cela sort un peu du cadre de la liberté de presse et dépend plus des problèmes des libertés politiques dans une société de transition.

Un autre problème se pose qui ne se posait pas du temps de Lénine. Quand le PCB a voulu fermer certains journaux bourgeois, les typographes s'y sont opposés. Au Portugal, en Italie, en France, c'est une chose historiquement nouvelle qui se produit : les travailleurs eux-mêmes du journal ont compris que la presse est une marchandise, qu'ils participent à un cycle productif d'une marchandise et qu'ils veulent le contrôler, surtout quand cette marchandise véhicule un message idéologique. Mais il y a un problème : quels sont les travailleurs qui ont le droit de faire ça ? Est-ce que le point-de-vue du prolétariat ne peut être exprimé dans la presse que par ceux qui y travaillent ? Un simple ouvrier représente-t-il le prolétariat ? Ou bien faut-il penser à une forme d'unification du prolétariat et alors laquelle ? Le problème est très riche, très nouveau et très important car il pose pour la première fois le fait que, alors que le PCB proposait le papier, les machines et la main d'œuvre (imprimeurs), les imprimeurs ne veulent plus être la main d'œuvre. Ils veulent être protagonistes et examiner : ce qu'est le produit, ils refusent, et ils ont raison de refuser, ce qui est l'héritage de la division du travail entre travail manuel et travail intellectuel.

Republica

A propos de l'erreur tactique que les travailleurs de Republica auraient commise en refusant d'imprimer le journal. Les travailleurs avaient demandé le droit de faire paraître un texte expliquant leur position. Mais M. Raul Rego a refusé. D'autre part sur le blocage des licenciements. Il y avait eu un accord entre les travailleurs et la direction de Republica dont M. Rego. Dans cet accord, il était prévu qu'il n'y aurait pas de nouvelles embauches dans le journal étant donnée la situation financière du journal. Cet accord préalable a été conclu le 2 mai et par la suite il y a eu de nouveaux arrivants. Cela a été le début de la crise et du conflit (...)

Radio-Renaissance

Notre lutte a été au début un conflit du travail : notre lutte a commencé parce que l'Eglise a essayé de censurer après le 25 avril. Quand M. Soares est arrivé au Portugal, nous avons fait un reportage à l'aéroport et la hiérarchie a refusé qu'il soit radiodiffusé. Alors nous avons manifesté et l'administration est sortie. Le gouvernement est rentré d'un oied très léger et a décidé que la hiérarchie catholique avait le droit de mettre en place une autre administration. Tous les évêques portugais ont été complices du gouvernement fasciste. Cette administration qui est rentrée dans RR n'avait pas les moyens de faire une censure mais a tenté de commencer la répression. Alors la lutte a commencé.

Pas de modèle socialiste

Jean Daniel

Il y a une quantité de révolutionnaires qui disent pendant le processus révolutionnaire : pas de liberté pour les ennemis de la liberté. Alors la question se pose (ce n'est pas la première fois qu'elle se pose). Il semble qu'elle était résolue au départ par l'exposé où on nous disait qu'il fallait absolument donner la liberté à tout le monde et que d'autres disent qu'il faut la retirer à ceux qui ne représentent pas la classe ouvrière ou les forces révolutionnaires.

Limiter la liberté de la presse et la liberté d'expression en plein processus révolutionnaire présente un certain nombre de dangers. Parce que le processus révolutionnaire dépend d'un certain nombre de leaders : pour lesquels il dure tout le temps, jusqu'à l'instauration d'une société sans classe. Quel est le problème qui nous est posé ce soir et que je voudrais

poser à Mandel : est-ce qu'il y a des dépositaires d'une vérité socialiste qui pourraient nous contraindre à déclarer que n'ont pas le droit à la parole les gens qui ne sont pas détenteurs de cette vérité. Pour ma part le fond du problème c'est la constatation qu'il n'y a plus de modèle socialiste. Il est évident que si une société socialiste s'était révélée efficace et totale, nous aurions une philosophie de la liberté qui nous aurait permis de ne pas donner la liberté aux autres. Le devoir d'accorder la liberté d'expression à tous ce n'est pas une philosophie abstraite. C'est la constatation concrète qu'il n'existe pas de modèle socialiste, qu'il n'y a pas de détenteur de la vérité socialiste et que le secret a agi comme une méthode contre-révolutionnaire. Cela me semble le fond du débat.

Ernest Mandel

La camarade

Rossanda a dit : ne discutons pas des formes concrètes de la liberté d'expression dans une société de transition car c'est trop lié à la question de la liberté politique, y compris de la structure politique de l'Etat ouvrier. Moi je dis plutôt : discutons-en. Car il est impossible après l'expérience du stalinisme, l'expérience du Portugal de ne pas croire que c'est un problème posé sur la route de la révolution socialiste en Europe.

Quiconque croit que des formules à l'emporte-pièce du genre « il faut toujours une censure, tout dépend si c'est la classe bourgeoise ou la classe ouvrière qui l'exerce » croit que ça suffit aujourd'hui comme en 1917 après 57 années d'expérience de la révolution russe et 50 années d'expérience du stalinisme, se trompe du tout au tout. C'est pourquoi nous proposons une formule : C'est un congrès national des conseils de travailleurs et lui seul qui a le droit de décider qui a le droit et qui n'a pas le droit de s'exprimer au Portugal. Aucun parti ne peut se substituer à ce congrès des travailleurs. Personne n'a le droit de déterminer qui est un représentant des travailleurs. Ce n'est

que la classe ouvrière dans son ensemble qui a ce droit. Et si les travailleurs d'une ville élisent dans leur conseil un délégué catholique ou UDR, vous ne pourriez pas empêcher ce travailleur d'aller au Conseil national si vous ne voulez pas détruire la démocratie ouvrière à la base. Cette classe ouvrière est aussi structurée politiquement, c'est-à-dire que le pouvoir réel entre les mains des conseils de travailleurs présuppose le pluralisme politique, la pluralité des partis politiques, après l'expérience de la bureaucratisation de l'URSS, il faut prendre position sur la question du parti unique. Il faut avoir le droit à plusieurs partis soviétiques, il faut avoir le droit à des partis d'opposition, à une presse d'opposition à la dénonciation publique de ce qu'y compris un gouvernement ouvrier commet comme erreurs.

Censure et dépolitisation des masses

Rossana Rossanda

(...) Je crois qu'il faut donner le droit d'expression à ceux qui ne sont pas d'accord avec les avant-garde ouvrières sociales et politiques. Il faut renverser la question : je crois que les avant-garde sociales et politiques d'un processus révolutionnaire ont le droit de savoir où en sont leurs ennemis, c'est utile pour tout gouvernement révolutionnaire, où en est le reflet, la photographie d'un pays, surtout un pays qui vient de loin. Car le fait de ne pas permettre une expression n'a jamais joué pour la politisation des masses. Au contraire cela pousse à la dépolitisation des masses.

c'est rien, c'est le S.O. qui porte Jean Daniel en triomphe...

c'est quoi ces acclamations??





Echos de la Fête : LE QUOTIDIEN QUE NOUS VOULONS

au meeting Rouge :
le représentant du SUV
et celui
du FSMAR



APPEL DU FSMAR

Au nom du FSMAR, je tiens à vous remercier pour votre présence ici, je crois aussi traduire les sentiments de tous les comités de soldats de France et d'Allemagne qui luttent dans les casernes pour en finir avec le vieux monde capitaliste. Camarades du SUV, votre combat est aussi le nôtre. Votre objectif est d'assurer l'indépendance de classe des travailleurs sous l'uniforme et, malgré les obstacles, forger des liens de fer avec les organisations ouvrières et les travailleurs en lutte. C'est la même volonté qui nous anime par delà les conditions spécifiques dans lesquelles nous combattons. Le travail des SUV s'est traduit par les magnifiques manifestations du 10 septembre à Porto et du 25 à Lisbonne où 5.000 soldats marchaient coude à coude avec 50.000 travailleurs.

En France, à l'étape actuelle, nous nous battons pour la généralisation, Rouge 319 p. 22.

le renforcement des comités de soldats, pour la véritable construction d'un syndicat de classe dans l'armée.

Cette bataille pour le syndicat de soldats est l'axe nous permettant de déjouer les tentatives de récupération de la hiérarchie militaire et aussi de nous assurer le soutien du mouvement ouvrier.

Aussi c'est sans hésitation que nous souscrivons à votre appel à la solidarité, camarades du SUV, et que nous tentons de lui donner l'écho le plus large dans les casernes. **Votre lutte est notre espoir**, celui de la révolution socialiste en Europe. Soyez sûrs que nous serons à vos côtés jusqu'à la victoire.

Non, le Portugal ne sera pas le Chili de l'Europe !

Soldat, sous l'uniforme tu restes un travailleur !

Vive la révolution socialiste mondiale !

Dans cette foule nombreuse et attentive qui se pressait autour des stands de la fête, combien de lecteurs du futur quotidien ? En tout cas, tous ceux et toutes celles que nous avons rencontré non seulement se sont montrés intéressés par le projet du quotidien, mais nous ont aussi confié l'idée plus ou moins précise qu'ils s'en faisaient. Idées, suggestions, interrogations, que nous versons ici, en vrac, au hasard des rencontres, dans le dossier du débat sur le quotidien que nous voulons.

- **Un travailleur de la métallurgie parisienne** : un journal c'est une arme. Mais attention, il ne faut pas faire comme l'Huma. Il doit y avoir des débats dans le votre. Ça c'est constructif.

- **Un étudiant salarié (et sympathisant) de Melun** : le Quotidien pour moi ce sera Libération avec nos idées. Bien sûr, il faudra rendre compte au maximum des luttes, mais en donnant aussi des explications théoriques pour bien comprendre les bases.

- **Un camarade mauricien** : la Ligue c'est un mouvement qui fait des progrès pour beaucoup de gens, même pour nous les immigrés. Alors ça ne me gêne pas que le quotidien soit le journal de cette organisation.

- **Une lycéenne** : pour que les gens aient envie de rentrer à la ligue, il faut que le journal rende compte des activités et des débats de l'organisation.

- **Un camarade de l'Association des Handicapés des Forces Armées Portugaises** : un journal révolutionnaire c'est vraiment utile pour clarifier les travailleurs, pour leur offrir un peu de vérité. República c'est un journal de travailleurs, mais c'est pas la même chose, il faut aussi que les organisations politiques donnent leur avis, on a besoin des deux.

- **Une travailleuse de la sécurité sociale** : Faire un Quotidien ? c'est une bonne idée sinon je ne serais pas là. Que ce soit un journal d'organisation, surtout de celle là, ne me gêne pas.

- **Un camarade du Groupe de Libération des Homosexuels** : on pense pouvoir s'exprimer dans votre journal. Notre but est de nous faire entendre le plus possible mais pas dans n'importe quel journal.

- **Une étudiante qui se qualifie comme « sympathisante large »** : le quotidien doit raconter les choses qui ne se disent pas dans les autres journaux, en particulier sur le Portugal. Il faudra moins de blanc et plus de faits que dans l'Hebdo.

- **Un camarade de Radio-Renaissance** : il est nécessaire qu'il y ait des journaux d'organisation. Mieux vaut dire clairement qui ont est plutôt que d'essayer d'établir un contrôle obscur. Seulement votre quotidien ne devra pas tomber dans le piège de la guerre entre les différents groupes politiques.

- **Un groupe d'écologistes** : cela va faire 4 quotidiens d'extrême gauche. Déjà Libé a du mal à sortir, nous avons peur que ça les coule tous. Enfin, nous préférons 4 canards comme ça que un seul Figaro.

- **Un ouvrier imprimeur** : tout dépendra de ce qu'il contiendra. Il faudra va- chement parler des luttes et que les ouvriers eux-mêmes expliquent leurs grèves.

- **Un membre du Front des Artistes Plasticiens** : nous cherchons à poser des problèmes que ne posent pas les organisations politiques. Alors on écrira au Quotidien pour les poser...

- **Un camarade immigré** : il faut que ce soit le journal de ce que j'appelle la vie ouvrière. S'il est fait comme ça mes copains le prendront.

- **Un travailleur des PTT** : les articles devront être très larges, sans théories, comme Libé, mais sans son côté ploum-ploum. Un journal qui soit un peu plus qu'un journal d'organisation, un journal qui ait de la vie.

débat dans la fête : la question corse



l'œil de la presse

Si l'Humanité, France soir, le Quotidien du peuple et l'Humanité rouge se sont retrouvés dans la complicité du silence, la plupart des journaux quotidiens ont attaché une certaine importance à la Fête rouge. Le rassemblement de la Villette a surpris.

« La fête rouge a étonné : rarement la liaison entre le spectacle et la discussion politique a aussi bien opéré sa jonction : les deux vieux bâtiments poussiéreux des abattoirs de la Villette ont été samedi et dimanche un lieu où il s'est passé quelque chose » écrit Patricia Coste dans le Quotidien de Paris. Même constatation dans Libération : « De toutes les fêtes qui eurent lieu jusqu'à présent, celle-ci fut sans aucun doute la plus réussie. Bénéficiant de tous les acquis des fêtes précédentes, de toutes les erreurs aussi, la fête rouge fut à la fois un grand événement musical, le plus important sans doute avec Orange cet été, une sorte de foire de Paris de gauche et un grand rassemblement de l'extrême-gauche ».

Le succès de la fête toutefois, n'égale pas tout le monde. Les joyeux drilles du Figaro sont déçus : « Réussie la fête rouge ? De par les bénéfices financiers escomptés et sur le plan de la mobilisation, surement. Mais pas sur le plan de la gaité. On avait sans doute la révolution dans le cœur, samedi aux Halles de la Villette, mais on l'avait triste si l'on en juge par les visages austères

agglutinés autour du podium. » Vous en faites pas ; dimanche prochain à la java des jeunes giscardiens, ce sera nettement plus rigolo.

Curieux compte-rendu de la fête dans le Monde. Un premier article, publié dans la rubrique spectacles le 21, fait la fine bouche. « Beaucoup de groupes masculin-féminin, vêtus de peaux marocaines, de châles afghans, de capes chiliennes, que l'on rencontre indifféremment dans les couloirs du métro et les « souks » d'université. » Surprenant ce ton, un tantinet raciste anti-jeunes dans les colonnes du « plus-sérieux-des-quotidiens-français ». Pas un mot sur l'importance publique du rassemblement. Comme pour combler cette lacune, le Monde du lendemain revient en page politique sur la fête.

« Cette grande fête de la contestation offrait suffisamment de visages pour que chacun pût y reconnaître le sien » note Bernard Brigouleix qui remarque : « Quant aux six principaux débats, et au grand meeting final, ils n'ont pas eu moins de succès que les spectacles de Pop'music, bien au contraire... L'importance de la manifestation dépassait cependant, de beaucoup, son intérêt strictement utilitaire : il s'agissait aussi de montrer que le mouvement trotskyste, et demain son quotidien, prenait et prendrait en compte des formes d'action et de lutte solidement ancrées dans la vie de tous les jours. »



Forum Portugal : des militants de commissions de travailleurs et de moradores, des représentants de chacune des organisations composant le FUR (FSP, LCI, LUAR, MDP, MES et PRP BR), des militants de l'ADFP (association des Handicapés des Forces Armées), de Radio Renaissance, de République, de la direction nationale du SUV (Soldats Unis Vaincraint) ont débattu à la tribune du Forum Portugal



le stand des Pétroleuses

toutes les photos : Rouge



Message de l'UPACH et du CISJC

L'assemblée et les orateurs (E. Mandel, R. Rossanda, J. Daniel, D. Bensaid, C. M. Vadrot, Brabant, et des camarades de République, Radio Renaissance et Caron Ozanne ont approuvé et soutenu la motion lue L'Union de Journalistes Antifascistes du Chili, UPACH, et le Comité International de Solidarité avec les Journalistes Chiliens, CISJC, remercient les camarades de « Rouge » pour la tribune qui nous est offerte lors du débat sur la liberté de presse et d'information.

Dans le contexte de répression, sans précédents en Amérique Latine, dont est victime le peuple chilien, les organes de presse populaire, ainsi que les journalistes et travailleurs de la presse antifascistes, ont été particulièrement visés :

40 des 155 émetteurs de radios qui existaient au Chili et des centaines de publications de caractère politique, syndical, culturel, scientifique et d'information, ont disparu après le putsch. Toutes les nouvelles qui circulent aujourd'hui au

Chili sont soumises à la censure ou à l'auto-censure. 20 journalistes et travailleurs de la presse, connus ont été assassinés par les agents de la dictature. Il y a aujourd'hui 50 journalistes, dont huit femmes, détenus dans les prisons et camps de torture...

C'est dans ces conditions dramatiques que les journalistes chiliens militant dans la Résistance, risquent quotidiennement leur vie en travaillant pour la presse clandestine, publications modestes mais combattives qui circulent dans tout le pays...

Nous appelons les journalistes européens à manifester publiquement au Gouvernement Chilien leur indignation, à exiger de vos gouvernements une condamnation effective du régime chilien et à collaborer activement à la campagne pour la libération de leurs collègues chiliens et le rétablissement des libertés d'expression au Chili.

A travers la solidarité avec les journalistes et travailleurs de la presse du Chili, ce sont les droits démocratiques du peuple chilien que nous défendons.

Union de Journalistes Antifascistes du Chili
Comité International de Solidarité avec les Journalistes Chiliens
Paris, le 18 / 10 / 75

Rectificatif

Une phrase de Rouge de la semaine dernière pouvait prêter à confusion et laisser croire que, comme à la fête de Politique-Hebdo, le restaurant « la Canaille » gardait une partie de bénéfice sur les repas. Il convient donc de préciser que la participation de « la Canaille » a été totalement bénévole, les camarades n'étant remboursés que des frais d'achat de nourriture et des cachets d'artistes au podium du restaurant. Le reste (bénéfice) est allé intégralement au Quotidien !

Rouge, Libération et la « concurrence »

Dans le numéro 560 de Libération, Serge July commente la fête de Rouge sous un titre polémique : « la concurrence ».

Après avoir qualifié de « très tactique » notre souci d'ouverture, July nous accuse d'avoir surtout voulu éviter « le face à face avec cet autre quotidien de la contestation qui a maintenant plus de deux ans et demi d'existence : Libération ». Il en cite pour preuve le fait que Libé n'ait pas été invité au forum sur la liberté de la presse et d'expression en société de transition.

Sur ce dernier point, disons que le forum n'était pas conçu principalement comme une tribune de presse, mais comme une confrontation de courants politiques et d'auteurs ayant abordé le sujet. Ainsi PH pas plus que Libé n'était invité en tant que tel, alors que nous nous étions adressés à Claude Boris, qui a écrit « Les tigres en papier » ou à Armand Mattelart qui a publié un livre sur les mass-média au Chili sous l'UP.

En revanche, nous avions invité Libé, au même titre que les quotidiens italiens Lotta Continua, le Manifesto, le Quotidiano di Lavoratori, à un débat sur la presse quotidienne d'extrême-gauche qui n'a finalement pas pu se tenir pour des raisons techniques.

Peut-être ce choix n'était-il pas judicieux. En tout cas, vu l'évolution du forum sur la liberté de la presse et sa dernière partie, il eut été souhaitable que Libé y participe. Nous le reconnaissons et regrettons cette erreur.

Mais July en déduit autre chose en concluant son billet : « Pourquoi Rouge traite-t-il d'emblée Libération comme un concurrent ».

C'est lui qui parle de concurrence. Cette concurrence, d'un strict point de vue commercial existera en partie (il serait naïf de le taire), dans la mesure où une partie des lecteurs nous sont communs. Nous ne pensons pas pour autant que la majeure partie des lecteurs actuels de Libé et de nos lecteurs possible coïncide. Nous pensons au contraire qu'il y a place dans l'extrême gauche en France pour un quotidien tel que Libé et un quotidien militant.

Nous avons, quant à nous commencé à travailler dans cette optique en communiquant à Libé certains documents ou certaines informations dont nous n'avons pas cherché à conserver l'exclusivité. Nous agissons de même à l'avenir. On nous jugera alors sur la pratique. Et nous verrons bien ce qu'il en est de « la concurrence ». En revanche, il est indéniable que sur ses deux ans et demi d'existence Libé nous a considérés, non comme des concurrents, mais comme des adversaires politiques, ce qui nous a paru peu conforme à la fonction qu'un tel quotidien peut remplir par rapport à l'extrême gauche.

S'il y a litige, ou malentendu, nous proposons de le réparer en organisant avec les responsables de Libé, un débat sur le rôle et la conception de la presse d'extrême gauche, débat que pour notre part, nous sommes prêts à publier dans nos colonnes.

D. B.

rock et révolution



Nous avions dit : une « fête différente ». Une fête où cohabiteraient la politique et le spectacle, une fête où se rencontreraient une jeune organisation révolutionnaire et de vastes mouvements de révolte et de contestation exprimés par le rock et la pop. Ce n'était pas facile. Mais le pari, nous l'avons tenu et gagné.

Le bilan de la fête, nous l'avons tiré à batons rompus en comité de rédaction. Car en cette matière, quand il s'agit de la joie de lutter ensemble pour construire un monde nouveau, il n'y a pas de vieux schémas qui tiennent. Des controverses sont apparues, des problèmes ont été soulevés, des questions ont été posées. Nous engageons le débat.

— Première critique : certains tours de chant ont été sabotés, d'autres ont été écourtés (comme pour Imanol ou Béranger). Nous avons donc des excuses à présenter à certains artistes avec, pour circonstances atténuantes, notre inexpérience. On ne transforme pas aisément des militants révolutionnaires en organisateurs professionnels de galas.

— De fait, la programmation musicale n'a pas toujours été bien maîtrisée. Il y avait sans doute trop de choses en même temps, ce qui tendait inévitablement à relativiser certains spectacles qui méritaient mieux (Dautin, Rufus, etc.).

— La plupart du temps, d'ailleurs, les débats dans les cités ont dû être annulés du fait du bruit des sons. L'équilibre entre la programmation artistique et l'animation politique n'a pas été trouvé, même si les débats centraux dans les tentes couvertes ont toujours été suivis par des salles com-
bles.

par ci, un morceau de politique par là. Justement pour vaincre cette dichotomie et l'ennui implacable qui s'en serait ensuivi, nous avons voulu offrir le plus large éventail de choix. Peut-être l'espace était-il trop réduit, peut-être les créneaux horaires étaient-ils parfois inconfortables, mais je crois que nous avons eu raison de pousser dans le sens de l'éclatement et de la diversité des activités, quitte à ce qu'elles se chevauchent.

— D'accord avec toi, la preuve c'est que les mecs ne se sont pas emmerdés, à quelque niveau qu'ils se plaçaient dans cette fête. Une autre preuve qui confirme l'adhésion intime de chacun : Il n'y a pas eu le moindre incident, pas la moindre bagarre... ce qui est une gageure dans un rassemblement de 60 000 personnes !

— C'est vrai que l'ambiance générale était extrêmement détendue. Chacun pouvait choisir à sa guise ce qui lui convenait le mieux, aller de forum en podium, où se laisser porter au gré du hasard ou de sa fantaisie.

Le facteur de fan-taisie

Il ne s'agissait pas de découper la fête en rondelles, un morceau de musique

La fin du ghetto groupusculaire

— La fête est restée ouverte aussi bien politiquement que musicalement.

Les « lions » sont des chiens !

Nous avons, tout au long de la fête, eu des démêlés avec la firme Lion Corporation chargée de la sonorisation.

1) D'abord, le contrat n'a pas été rempli : l'absence d'un camion entier de matériel a nui à la qualité des concerts et plusieurs groupes en ont pâti.

2) De surcroît, les techniciens de la sono se sont présentés très en retard le dimanche matin, de sorte que la sonorisation des cités, le réglage et les répétitions sur le grand podium ont pris un important retard.

L'ensemble de la programmation a subi les conséquences : médiocre qualité technique, tours de chant écourtés par le directeur de scène... Il a fallu une véritable épreuve de force avec les responsables de la firme pour qu'ils assurent la sonorisation du podium central jusqu'à onze heures le dimanche, alors qu'ils voulaient plier

bagage dès neuf heures.

Nous avons fait ainsi la douloureuse expérience d'un univers de charlatans et de petits arrivistes que nous ignorions.

Au delà de l'anecdote, cette expérience pose plusieurs problèmes politiques.

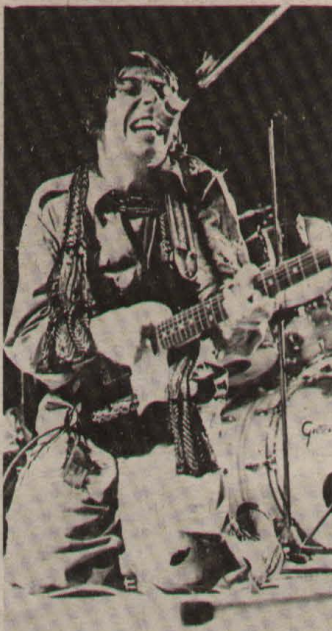
Celui du marché du son en France et de la défense du monopole des firmes françaises, tel que Catherine Ribeiro l'a exprimé dans une courte intervention.

Celui du contact, inévitable, dans une telle fête, entre une organisation révolutionnaire et les circuits commerciaux capitalistes.

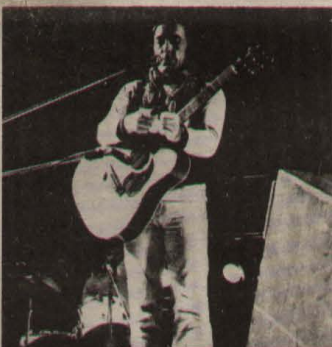
Celui du rapport entre les artistes militants, souvent bénévoles ou tout juste défrayés, et les vedettes à cachet.

Nous reviendrons la semaine prochaine sur l'ensemble de ces questions, après avoir pris le temps de tirer un bilan plus précis de notre expérience.

toutes les photos : « Rouge »
ci-contre : Dr Feelgood ; ci-dessus : John Cale, Béranger, R. Siffer, Dautin.



Non seulement les groupes présents ont pu mener les débats qu'ils désiraient, non seulement les forums se sont déroulés, en particulier dans la cité ouvrière, mais les débats centraux ont constitué : de riches terrains de bataille politique, au bon sens du terme. On était loin de l'ambiance groupusculaire ou chacun sort son laus, tire son chapeau et se barre...



— Regarde le meeting central final, il y avait l'ambiance des grands soirs... et les masses.

Un glissement vers le culte du vedettariat ?

— Certains nous reprochent une politique de vedettariat par rapport aux groupes anglais, le fric que nous leur avons filé, les égards auxquels ils ont eu droit...

— Il y a là un problème réel. Evidemment cela aurait été plus facile, plus satisfaisant du premier coup d'oeil, de se contenter d'aligner une liste de chanteurs « éprouvés » qui ont tous le label extrême-gauche. Seulement notre choix a été autre. Nous avons pris le risque conscient d'ouvrir la fête à l'éventail le plus large et le plus représentatif de tous ce qu'exprime aujourd'hui la radicalisation. D'où les groupes anglais réputés, avec le prix qu'il a fallu payer.

— Rester dans l'artisanat à ce niveau, n'aurait fait qu'émousser le phénomène musical et social dont nous voulions nous faire l'écho. De toutes façons, il y avait une pléiade de petits groupes peu connus qui ont pu profiter de la locomotive que constituaient Beefheart et Feelgood en se trouvant pour la première fois un important public.

— Il n'empêche qu'on peut interpréter notre démarche comme de l'opportunisme intelligent. Pour se faire du fric, Rouge pare le rock de vertus révolutionnaires...

— Le rock de Feelgood, le rock en général n'est peut-être pas révolutionnaire (il est même réac sous certains aspects, en particulier dans la mythologie sexuelle qu'il trimalle) mais c'est une forme de musique qui exprime un certain degré de révolte et je ne vois pas pourquoi ce serait contre-révolutionnaire - ou opportuniste - de s'y intéresser. Il y a là au contraire la révélation d'un phénomène social auquel nous devons apporter toute notre attention, et il n'est que temps que nous le fassions.

— De toute façon la fête s'est déroulée dans le cadre du système, alors l'aspect commercial, récupération, personnalisation guette toujours.

— En tous cas les festivals pop se déroulent en général dans une ambiance flicarde, avec videurs et surveillance étroite. Cela n'a pas été le cas à La Villette, bien au contraire.

— Des polémiques ont eu lieu et auront lieu sur le thème Feelgood c'est extra, ou Feelgood c'est merdique... De ce point de vue on ne s'en sort pas. Les critères esthétiques personnels des camarades leur sensibilité musicale propre ne coïncident pas fatalement parce qu'ils sont dans la même organisation révolutionnaire. L'important était d'intégrer dans la fête un phénomène social, exprimé par la pop et le rock, non pas à des fins purement financières mais parce que nous nous sentons concernés en tant que révolutionnaires par tout processus de radicalisation. Et qu'à ce titre la pop et le rock ont leur place dans la fête d'une organisation révolutionnaire comme la notre !

